



International Ski
Mountaineering
Federation

International Ski Mountaineering Federation

Règlement Antidopage de l'ISMF

DRAFT 2010

Version originale en Français

Projet de règlement antidopage

Version issue de la version 1.1 de l'Agence Mondiale Antidopage, fondée sur le code 2009

Règlements antidopage ISMF voté en PA le 20 juin 2009 à Bratislava Slovaquie



International Ski
Mountaineering
Federation

Le Règlement Antidopage de l'ISMF est construit sur le modèle des bonnes pratiques proposé par l'Agence Mondiale Antidopage (WADA-AMA)

Explications :

Les « Modèles de bonnes pratiques » pour les Fédérations Internationales ont été rédigés pour la première fois en 2003, pour garantir une approche harmonisée de la lutte contre le dopage. Les Modèles de bonnes pratiques pour les Fédérations Internationales ont été mis à jour pour refléter les amendements apportés au Code Mondial antidopage et à ses Standards internationaux, qui prendront effet le 1^{er} janvier 2009.

Toutes les dispositions contenues dans les « Modèles de bonnes pratiques » sont obligatoires dans ce règlement et sont **incorporées** par l'ISMF, afin d'assurer la conformité au Code.

Les dispositions prévues par le document de base sont reproduites mot à mot, c'est-à-dire « sans modifications substantielles », et inscrites dans le présent règlement.

On notera que les dispositions obligatoires ont été incorporées dans leur intégralité. Certaines ont été amendées ou reformulées afin de répondre aux besoins de l'ISMF et aux exigences du ski alpinisme. Des alternatives ont proposées dans certaines sections ont été adoptées.

Avertissements :

Document écrit par rapport à la version 1.0
Le paragraphe 5.9 a été ajouté dans cette version.

Origines des documents de base :

Agence mondiale antidopage
Tour de la bourse
800 place Victoria (Bureau 1700)
Boîte postale 120
Montréal, Québec
Canada H4Z 1B7
Internet : www.wada-ama.org

tél. : +1 514 904 9232
Télécopieur : +1 514 904 8650
Courriel : code@wada-ama.org



SOMMAIRE

INTRODUCTION	4
ARTICLE 1 DÉFINITION DU DOPAGE	6
ARTICLE 2 VIOLATIONS DES RÈGLES ANTIDOPAGE	6
ARTICLE 3 PREUVE DU DOPAGE	9
ARTICLE 4 LA LISTE DES INTERDICTIONS	11
ARTICLE 5 CONTRÔLES	14
ARTICLE 6 ANALYSE DES ÉCHANTILLONS	18
ARTICLE 7 GESTION DES RÉSULTATS	19
ARTICLE 8 DROIT À UNE AUDIENCE ÉQUITABLE	25
ARTICLE 9 ANNULATION AUTOMATIQUE DES RÉSULTATS INDIVIDUELS	27
ARTICLE 10 SANCTIONS À L'ENCONTRE DES INDIVIDUS	27
ARTICLE 11 CONSÉQUENCES POUR LES ÉQUIPES	41
ARTICLE 12 SANCTIONS ET COÛTS À L'ENCONTRE DES FÉDÉRATIONS NATIONALES	42
ARTICLE 13 APPELS	43
ARTICLE 14 INTÉGRATION DES RÈGLES DE L'ISMF PAR LES FÉDÉRATIONS NATIONALES : RAPPORT ET RENAISSANCE	46
ARTICLE 15 RECONNAISSANCE DES DÉCISIONS PAR LES AUTRES ORGANISATIONS	48
ARTICLE 16 DÉLAI DE PRESCRIPTION	48
ARTICLE 17 RAPPORT À L'AMA PAR L'ISMF DE SON RESPECT DU CODE	48
ARTICLE 18 AMENDEMENT ET INTERPRÉTATION DES RÈGLES ANTIDOPAGE	48
ANNEXE 1 - DÉFINITIONS	51
ANNEXE 2 – RECONNAISSANCE ET ACCEPTATION	57



INTRODUCTION

Préface

Lors de l'**Assemblée Plénière de l'ISMF** qui a eu lieu le 28 / 02 / 2008 à Champéry, en Suisse, l'**ISMF** a accepté le « Code mondial antidopage » révisé (2009) (le *Code*) . (*Article 34 des Statuts*). Les présentes règles antidopage sont adoptées et mises en application en accord avec les responsabilités de l'**ISMF** selon le « Code 2009 », et représentent une continuation des efforts constants de l'**ISMF** pour éliminer le dopage dans le ski alpinisme.

Les règles antidopage, à l'instar des règles de *compétition*, sont des règles sportives définissant les conditions dans lesquelles doit se pratiquer le ski alpinisme. Les *sportifs* et autres personnes s'engagent à accepter ces règles comme condition de leur participation aux activités de l'**ISMF** et seront contraints de les respecter. Ces règles et procédures propres à chaque sport, visant à faire respecter les principes antidopage de façon globale et harmonisée, sont distinctes par nature et ne sont donc pas assujetties ou limitées par les exigences et les normes juridiques nationales applicables aux procédures pénales ou au droit du travail. Lors de l'examen des faits et de la loi applicable à un cas donné, tout tribunal, tout tribunal arbitral ou toute autre instance de jugement doit reconnaître et respecter la nature distincte des règles antidopage figurant dans le « Code » et le fait que ces règles représentent le consensus d'un large éventail d'intervenants du monde entier défendant un sport propre.

Fondements pour le « Code » et les « Règles Antidopage de l'ISMF ».

Les programmes antidopage entendent préserver la valeur intrinsèque du sport. Cette valeur intrinsèque est habituellement qualifiée d'« esprit sportif »; elle est l'essence même de l'olympisme; elle exhorte à jouer franc. L'esprit sportif valorise la pensée, le corps et l'esprit et se distingue par les valeurs suivantes :

- Le franc jeu et l'honnêteté
- La santé
- L'excellence dans l'exercice
- L'épanouissement de la personnalité et l'éducation
- Le divertissement et la joie
- Le travail d'équipe
- Le dévouement et l'engagement
- Le respect des règles et des lois
- Le respect de soi-même et des autres participants
- Le courage
- L'esprit de groupe et la solidarité

Le dopage est contraire à l'essence même de l'esprit sportif.



Portée

Les présentes règles antidopage s'appliquent à l'**ISMF**, à chaque *fédération nationale* de l'**ISMF**, et à chaque participant aux activités de l'**ISMF** ou à n'importe laquelle de ses *fédérations nationales* en vertu de son statut de membre, de son accréditation ou de sa participation aux activités ou manifestations de l'**ISMF** ou des *fédérations nationales*. Toute personne qui n'est pas membre de la fédération nationale et qui remplit les exigences pour faire partie du groupe cible de sportifs soumis aux contrôles de l'**ISMF**, doit devenir membre de la fédération nationale, et doit se soumettre aux contrôles au moins six - mois avant de participer à des manifestations internationales ou à des manifestations de sa *fédération nationale*.

[Pour participer aux manifestations de l'**ISMF**, un concurrent doit avoir une licence de l'**ISMF** émise par sa *fédération nationale*. La licence de l'**ISMF** sera attribuée aux seuls concurrents ayant personnellement signé le formulaire de reconnaissance et d'acceptation figurant à l'annexe 2, sous la forme actuellement approuvée par l'organe exécutif de l'**ISMF**. Les formulaires complétés par des requérants *mineurs* doivent être signés par le détenteur de l'autorité parentale.

La *fédération nationale* doit garantir que tous les *sportifs* inscrits en vue de l'obtention d'une licence de l'**ISMF** acceptent les règles de l'**ISMF**, y compris les règles antidopage de l'**ISMF**.

Il incombe à chaque *fédération nationale* de s'assurer que tous les contrôles au niveau national effectués auprès de ses affiliés respectent les présentes règles antidopage. Dans certains pays, la *fédération nationale* elle-même effectuera le contrôle antidopage décrit ici. Dans d'autres, tout ou partie des responsabilités des contrôles du dopage incombant à la *fédération nationale* ont été déléguées ou attribuées par statut ou par accord à une *organisation nationale antidopage*. Dans ces pays, les références contenues dans les règles antidopage concernant la *fédération nationale* devront s'appliquer, le cas échéant, à l'*organisation nationale antidopage* responsable.

Les présentes règles antidopage s'appliqueront à tous les *contrôles* du dopage sur lesquels l'**ISMF** et ses *fédérations nationales* ont juridiction.



REGLES ANTIDOPAGE

ARTICLE 1 DÉFINITION DU DOPAGE

Le dopage est défini comme une ou plusieurs violations des règles antidopage énoncées aux articles 2.1 à 2.8 des présentes règles antidopage.

ARTICLE 2 VIOLATIONS DES RÈGLES ANTIDOPAGE

Il incombe aux *sportifs* ou aux *autres personnes* de savoir ce qui constitue une violation des règles antidopage et de connaître les substances et les méthodes incluses dans la *Liste des interdictions*.

Sont considérées comme des violations des règles antidopage :

Commentaire (a) sur l'article 2 : Le but de cet article est de préciser quelles circonstances et quelles conduites constituent des violations des règles antidopage. Les audiences relatives aux cas de dopage reposeront sur l'assertion que l'une ou plusieurs de ces règles ont été enfreintes.

2.1 Présence d'une substance interdite, de ses métabolites ou de ses marqueurs dans un échantillon fourni par un sportif

2.1.1 Il incombe à chaque *sportif* de s'assurer qu'aucune *substance interdite* ne pénètre dans son organisme. Les *sportifs* sont responsables de toute *substance interdite* ou de ses *métabolites* ou *marqueurs* dont la présence est décelée dans leurs *échantillons*. Par conséquent, il n'est pas nécessaire de faire la preuve de l'intention, de la *faute*, de la *négligence* ou de l'*usage* conscient de la part du sportif pour établir une violation des règles antidopage en vertu de l'article 2.1.

Commentaire sur l'article 2.1.1 : Pour la question des violations des règles antidopage impliquant la présence d'une substance interdite (ou de ses métabolites ou marqueurs), les règles antidopage de l'ISMF utilisent la règle de la responsabilité objective déjà présente dans le Code antidopage du Mouvement olympique (« CAMO ») et dans la grande majorité des règles antidopage antérieures au Code. Suivant ce principe, le sportif est responsable, et une violation des règles antidopage survient, quand une substance interdite est trouvée dans un échantillon fourni par le sportif. Il y a alors violation, peu importe si le sportif a fait usage intentionnellement ou non d'une substance interdite, a fait preuve de négligence ou a été autrement en faute. Lorsqu'un échantillon positif a été décelé en compétition, les résultats du sportif dans cette compétition sont automatiquement invalidés (article 9 - Annulation automatique des résultats individuels). Cela dit, il est possible pour le sportif de voir annulées ou réduites les sanctions s'il est en mesure de démontrer qu'il n'a pas commis de faute ou de faute significative (article 10.5 - Annulation ou réduction de la période de suspension basée sur des circonstances exceptionnelles) ou, dans certaines circonstances, qu'il n'avait pas l'intention d'améliorer sa performance sportive (article 10.4 - Annulation ou réduction de la période de suspension liée à des substances spécifiées dans certaines circonstances).

La règle de la responsabilité objective lors du dépistage d'une substance interdite dans un échantillon fourni par un sportif, assortie de la possibilité de modification des sanctions en fonction des critères énoncés, assure un juste équilibre entre l'application efficace des règles antidopage dans l'intérêt de tous les sportifs qui se conforment au Code et l'équité lorsque des circonstances extraordinaires ont fait qu'une substance s'est retrouvée dans l'organisme d'un sportif sans qu'il y ait eu négligence ou faute ou négligence ou faute significative de sa part. Il est important de souligner que, si la détermination d'une violation des règles antidopage repose sur la responsabilité objective, la décision d'imposer une période déterminée de suspension



n'est pas automatique. Le principe de la responsabilité objective énoncé dans les règles antidopage de l'ISMF a été confirmé de façon constante dans les décisions du TAS.

2.1.2 La violation d'une règle antidopage en vertu de l'article 2.1 est établie dans les cas suivants : présence d'une *substance interdite* ou de ses *métabolites* ou *marqueurs* dans l'échantillon A du sportif lorsque le sportif renonce à l'analyse de l'échantillon B et que l'échantillon B n'est pas analysé; ou, lorsque l'échantillon B est analysé, confirmation, par l'analyse de l'échantillon B, de la présence de la *substance interdite* ou de ses *métabolites* ou *marqueurs* décelés dans l'échantillon A du sportif.

Commentaire sur l'article 2.1.2 : l'ISMF peut décider de faire analyser l'échantillon B même si le sportif n'en demande pas l'analyse.

2.1.3 À l'exception des *substances* pour lesquelles un seuil quantitatif est précisé dans la *Liste des interdictions*, la présence de toute quantité d'une *substance interdite* ou de ses *métabolites* ou *marqueurs* dans l'échantillon fourni par un sportif, constitue une violation des règles antidopage.

2.1.4 À titre d'exception à la règle générale de l'article 2.1, la *Liste des interdictions* ou les *Standards internationaux* pourront prévoir des critères d'appréciation particuliers dans le cas de *substances interdites* pouvant également être produites de façon endogène.

2.2 Usage ou tentative d'usage par un sportif d'une substance interdite ou d'une méthode interdite

Commentaire sur l'article 2.2 : Comme indiqué à l'article 3 (Preuve du dopage), l'usage ou la tentative d'usage d'une substance interdite ou d'une méthode interdite a toujours pu être établi par tout moyen fiable. Contrairement à la preuve requise pour l'établissement de la violation des règles antidopage en vertu de l'article 2.1, l'usage ou la tentative d'usage peut être établi par d'autres moyens fiables tels que des aveux du sportif, les déclarations de témoins, une preuve documentaire, les conclusions tirées du suivi longitudinal ou d'autres renseignements analytiques qui ne satisfont pas autrement à toutes les exigences imposées pour l'établissement de la « présence » d'une substance interdite aux termes de l'article 2.1. Par exemple, l'usage peut être établi en fonction de données analytiques fiables tirées de l'analyse d'un échantillon A (sans que l'analyse de l'échantillon B le confirme) ou de l'analyse d'un échantillon B seul lorsque l'ISMF fournit une explication satisfaisante de l'absence de confirmation par l'autre échantillon.

2.2.1 Il incombe à chaque sportif de faire en sorte qu'aucune *substance interdite* ne pénètre dans son organisme. Par conséquent, il n'est pas nécessaire de démontrer l'intention, la faute, la négligence ou l'usage conscient de la part du sportif pour établir la violation des règles antidopage pour cause d'usage d'une *substance interdite* ou d'une *méthode interdite*.

2.2.2 Le succès ou l'échec de l'usage d'une *substance interdite* ou d'une *méthode interdite* n'est pas déterminant. L'usage ou la tentative d'usage de la *substance interdite* ou de la *méthode interdite* suffit pour qu'il y ait violation des règles antidopage.

Commentaire sur l'article 2.2.2 : La démonstration de la « tentative d'usage » d'une substance interdite nécessite la preuve d'une intention en ce sens de la part du sportif. Le fait que l'intention puisse avoir à être démontrée pour prouver cette violation particulière des règles antidopage ne compromet en aucune façon le principe de la responsabilité objective établi en cas de violation de l'article 2.1 et en cas de violation de l'article 2.2 relativement à l'usage de substance ou de méthode interdite.



L'usage par un sportif d'une substance interdite contrevient aux règles antidopage à moins que cette substance ne soit pas interdite hors compétition et que ce sportif en ait fait usage hors compétition. (Toutefois, la présence d'une substance interdite ou de ses métabolites ou marqueurs dans un prélèvement recueilli en compétition constitue une violation de l'article 2.1 (Présence d'une substance interdite, de ses métabolites ou de ses marqueurs dans un échantillon fourni par un sportif) quel que soit le moment où cette substance peut avoir été administrée.

2.3 Refus de se soumettre à un prélèvement

Le refus de se soumettre à un prélèvement d'échantillon ou le fait de ne pas s'y soumettre sans justification valable après notification conforme aux présentes règles antidopage, ou le fait de se soustraire à un prélèvement d'échantillon.

Commentaire sur l'article 2.3 : Le fait de ne pas se soumettre à un prélèvement d'échantillon ou le refus de s'y soumettre après notification était interdit dans la plupart des règles antidopage antérieures au Code. La portée de l'article classique antérieur au Code a été élargie pour inclure « le fait de se soustraire à un prélèvement d'échantillon » parmi les comportements interdits. Cela signifie, par exemple, qu'il y aurait violation des règles antidopage s'il était établi qu'un sportif s'est caché pour échapper à un agent de contrôle du dopage pour se soustraire à une notification ou à un contrôle. La violation des règles antidopage pour refus de se soumettre à un prélèvement d'échantillon ou le fait de ne pas s'y soumettre peut reposer sur une conduite intentionnelle ou sur une négligence de la part du sportif, alors que le fait de « se soustraire » à un prélèvement évoque seulement une conduite intentionnelle de la part du sportif.

2.4 Violation des exigences applicables

Violation des exigences applicables en matière de disponibilité des sportifs pour les contrôles hors compétition exposées dans les Standards internationaux de contrôle, y compris le manquement à l'obligation de transmission d'informations sur la localisation conformément à l'article 11.3 des Standards internationaux de contrôle (manquement à l'obligation de transmission d'informations sur la localisation) et manquement à l'obligation d'être disponible pour un contrôle à l'endroit indiqué conformément à l'article 11.4 des Standards internationaux de contrôle (contrôle manqué). La combinaison de trois contrôles manqués et/ou manquements à l'obligation de transmission d'informations sur la localisation pendant une période de dix-huit mois, telle qu'établie par l'ISMF ou toute autre organisation antidopage dont relève le sportif, constitue une violation des règles antidopage.

Commentaire sur l'article 2.4 : Les manquements à l'obligation de transmission d'informations sur la localisation et des contrôles manqués distincts établis aux termes des règles de l'ISMF ou de toute autre organisation antidopage habilitée à établir les manquements aux obligations de transmission d'informations sur la localisation et les contrôles manqués conformément aux Standards internationaux de contrôle doivent être regroupés aux fins de l'application de cet article. Dans certaines circonstances, des contrôles manqués et des manquements à l'obligation de transmission d'informations sur la localisation peuvent aussi constituer une violation des règles antidopage aux termes de l'article 2.3 ou de l'article 2.5.

2.5 Falsification ou tentative de falsification de tout élément du contrôle du dopage

Commentaire sur l'article 2.5 : Cet article interdit tout comportement qui va à l'encontre du processus de contrôle du dopage, mais qui échappe par ailleurs à la définition de méthode interdite, par exemple la modification du code d'identification sur les formulaires de contrôle du dopage durant un contrôle, le bris du flacon de l'échantillon B au moment de l'analyse de l'échantillon B, ou le fait de fournir des renseignements frauduleux à l'ISMF.

2.6 Possession de substances ou méthodes interdites

2.6.1 La possession par un *sportif* en *compétition* d'une *méthode interdite* ou d'une *substance interdite*, ou la possession hors *compétition* par un *sportif* d'une *méthode interdite* ou d'une *substance interdite* hors *compétition*, à moins que le *sportif* n'établisse que cette possession découle d'une autorisation d'usage à des fins thérapeutiques (AUT) accordée conformément à l'article 4.4 (Usage à des fins thérapeutiques) ou ne fournisse une autre justification acceptable.

2.6.2 La possession par un *membre du personnel d'encadrement du sportif* en *compétition* d'une *méthode interdite* ou d'une *substance interdite*, ou la possession hors *compétition* par un *membre du personnel d'encadrement du sportif* d'une *méthode interdite* ou d'une *substance interdite* hors *compétition*, en relation avec un *sportif*, une *compétition* ou l'entraînement, à moins que la *personne* en question ne puisse établir que cette possession découle d'une AUT accordée à un *sportif* conformément à l'article 4.4 (Usage à des fins thérapeutiques) ou ne fournisse une autre justification acceptable.

Commentaire sur les articles 2.6.1 et 2.6.2 : L'achat ou la possession d'une substance interdite en vue, par exemple, de la donner à un parent ou à un ami ne saurait être une justification acceptable, à moins de circonstances médicales justifiables dans lesquelles cette personne possédait une ordonnance médicale, par exemple l'achat d'insuline pour un enfant diabétique.

Commentaire sur l'article 2.6.2 : Une justification acceptable comprendrait, par exemple, le fait pour le médecin d'une équipe de transporter des substances interdites pour pouvoir agir en cas d'urgences aiguës.

2.7 Trafic ou tentative de trafic de toute substance ou méthode interdite

2.8 Administration ou tentative d'administration à un sportif

Administration ou tentative d'administration à un sportif en compétition d'une méthode interdite ou d'une substance interdite, ou administration ou tentative d'administration à un sportif hors compétition d'une méthode interdite ou d'une substance interdite dans le cadre de contrôles hors compétition, ou assistance, incitation, contribution, dissimulation ou toute autre forme de complicité impliquant la violation, ou toute autre tentative de violation d'une règle antidopage.

Commentaire (b) sur l'article 2 : Le Code ne prévoit pas comme violation le fait pour un sportif ou une autre personne de travailler ou de s'associer avec le personnel d'encadrement du sportif faisant l'objet d'une suspension. Toutefois, il n'est pas exclus que l'ISMF pourrait adopter ses propres règles interdisant cette conduite.

ARTICLE 3 PREUVE DU DOPAGE

3.1 Charge de la preuve et degré de preuve

La charge de la preuve incombera à l'ISMF et à ses *fédérations nationales*, qui devront établir la violation d'une règle antidopage. Le degré de preuve auquel l'ISMF ou sa

fédération nationale est astreinte consiste à établir la violation des règles antidopage à la satisfaction de l'instance d'audition, qui appréciera la gravité de l'allégation. Le degré de preuve, dans tous les cas, devra être plus important qu'une simple prépondérance des probabilités, mais moindre qu'une preuve au-delà du doute raisonnable. Lorsque les présentes règles imposent à un *sportif*, ou à toute autre *personne* présumée avoir commis une violation des règles antidopage, la charge de renverser la présomption ou d'établir des circonstances ou des faits spécifiques, le degré de preuve est établi par la prépondérance des probabilités, sauf dans les cas prévus aux articles 10.4 et 10.6, où le sportif doit satisfaire à une charge de la preuve plus élevée.

Commentaire sur l'article 3.1 : Le degré de preuve auquel l'ISMF se conformera ou sa fédération nationale est comparable à la norme appliquée dans la plupart des pays dans les cas de faute professionnelle. Ce principe a été largement appliqué par les tribunaux dans les cas de dopage. Voir par exemple la décision du TAS, N., J., Y., W. v. FINA, 98/208, 22 décembre 1998.

3.2 Établissement des faits et présomptions

Les faits liés aux violations des règles antidopage peuvent être établis par tout moyen fiable, y compris des aveux. Les règles suivantes en matière de preuve seront appliquées en cas de dopage :

Commentaire sur l'article 3.2 : Par exemple, l'ISMF ou sa fédération nationale peut établir une violation des règles antidopage aux termes de l'article 2.2 (Usage ou tentative d'usage par un sportif d'une substance interdite ou d'une méthode interdite) sur la foi des aveux du sportif, du témoignage crédible de tierces personnes, de preuve documentaire fiable, de données analytiques fiables tirées d'un échantillon A ou B conformément aux commentaires sur l'article 2.2, ou de conclusions tirées du profil correspondant à une série d'échantillons de sang ou d'urine du sportif.

3.2.1 Les laboratoires accrédités par l'**AMA** (WADA) sont présumés avoir effectué l'analyse des *échantillons* et respecté les procédures de la chaîne de sécurité conformément au Standard international pour les laboratoires. Le *sportif* ou une autre *personne* pourra renverser cette présomption en démontrant qu'un écart par rapport au *Standard international* est survenu et pourrait raisonnablement avoir causé le résultat d'*analyse anormal*.

Si le *sportif* ou l'autre *personne* parvient à renverser la présomption en démontrant qu'un écart par rapport au *Standard international* est survenu et pourrait raisonnablement avoir causé le résultat d'*analyse anormal*, il incombera alors à l'**ISMF** ou à la *fédération nationale* de démontrer que cet écart n'est pas à l'origine du résultat d'*analyse anormal*.

Commentaire sur l'article 3.2.1 : La charge de la preuve revient au sportif ou à l'autre personne, qui doit démontrer, par la prépondérance des probabilités, qu'il y a eu un écart par rapport au standard international raisonnablement susceptible d'avoir causé le résultat d'analyse anormal. Si le sportif ou l'autre personne y parvient, il revient alors à l'ISMF ou à sa fédération nationale de démontrer, à la satisfaction de l'instance d'audition, que cet écart n'a pas causé le résultat d'analyse anormal.

3.2.2 Tout écart par rapport à d'autres *Standards internationaux* ou à d'autres règles ou principes antidopage qui n'a pas engendré de résultat d'*analyse anormal*, ni d'autres violations des règles antidopage, n'invalidera pas les dits résultats. Si le *sportif* ou l'autre *personne* établit qu'un écart par rapport à un autre *Standard international* ou à une autre règle ou principe antidopage est raisonnablement susceptible d'avoir causé le résultat d'*analyse anormal* constaté ou

l'autre violation des règles antidopage, alors l'**ISMF** ou la *fédération nationale* aura la charge d'établir que cet écart n'est pas à l'origine du résultat *d'analyse anormal* ou des faits à l'origine de la violation des règles antidopage.

3.2.3 Les faits établis par une décision d'un tribunal ou d'un tribunal disciplinaire professionnel compétent qui n'est pas l'objet d'un appel en cours constituent une preuve irréfutable des faits à l'encontre du *sportif* ou de l'autre *personne* visée par la décision, à moins que le *sportif* ou l'autre *personne* n'établisse que la décision violait les principes de justice naturelle.

3.2.4 L'organe disciplinaire peut, dans le cadre d'une audience relative à une violation des règles antidopage, tirer des conclusions défavorables au *sportif* ou à l'autre *personne* qui est accusée d'une violation des règles antidopage en se fondant sur le refus du *sportif* ou de cette autre *personne*, malgré une demande dûment présentée dans un délai raisonnable avant l'audience, de comparaître (en personne ou par téléphone, selon les instructions du tribunal) et de répondre aux questions du tribunal ou de l'organisation antidopage examinant la violation d'une règle antidopage.

Commentaire sur l'article 3.2.4 : Le fait de tirer des conclusions défavorables dans ces circonstances a été reconnu dans de nombreuses décisions du TAS.

ARTICLE 4 LA LISTE DES INTERDICTIONS

4.1 Incorporation de la *Liste des interdictions*

Les présentes règles antidopage incorporent la *Liste des interdictions* qui est publiée et mise à jour par l'**AMA** (WADA) conformément aux modalités de l'article 4.1 du *Code*. L'**ISMF** mettra la Liste des interdictions en vigueur à la disposition de chaque *fédération nationale*, et chaque *fédération nationale* devra s'assurer que la *Liste des interdictions* en vigueur est disponible pour ses membres et les membres de ceux-ci.

La liste officielle est celle publiée par l'**AMA** (WADA) (Réf. Au site Internet)

Commentaire sur l'article 4.1 : La Liste des interdictions sera mise à jour et publiée de façon accélérée en cas de besoin. Cependant, par souci de constance, une nouvelle Liste des interdictions paraîtra tous les ans, que des changements y aient été apportés ou non. L'AMA fera en sorte d'afficher en permanence sur son site Internet la Liste des interdictions en vigueur. Celle-ci fait partie intégrante de la Convention internationale contre le dopage dans le sport. L'AMA informera le directeur général de l'UNESCO de tout changement apporté à la Liste des interdictions.

4.2 Substances et méthodes interdites figurant dans la *Liste des interdictions*

4.2.1 Substances interdites et méthodes interdites

À moins d'indication contraire dans la *Liste des interdictions* et/ou d'une actualisation, la *Liste des interdictions* et les actualisations entreront en vigueur dans le cadre de ces règles antidopage trois mois après la publication de la *Liste des interdictions* par l'**AMA** sans nécessiter d'autre action de la part de l'**ISMF**. Tel que décrit dans l'article 4.2 du *Code*, l'**ISMF** peut, notamment sur recommandation de sa **Commission antidopage**, demander à l'**AMA** (WADA) d'élargir la *Liste des*

interdictions pour le Ski Alpinisme. L'**ISMF** peut également, notamment sur recommandation de sa **Commission antidopage**, demander à l'**AMA** (WADA) d'ajouter des substances ou méthodes pouvant faire l'objet d'abus dans le ski alpinisme, dans le cadre du programme de surveillance décrit à l'article 4.5 du *Code*. Tel que prescrit dans le *Code*, l'**AMA** (WADA) prendra la décision finale sur une telle demande de l'**ISMF**.

Commentaire sur l'article 4.2.1 : Il n'y aura qu'une seule Liste des interdictions, dans laquelle figureront les substances interdites en permanence, notamment les agents masquants et les substances qui, lorsqu'elles sont utilisées durant l'entraînement, peuvent avoir un effet d'amélioration de la performance à long terme, par exemple les anabolisants. Toutes les substances et les méthodes énumérées dans la Liste des interdictions sont interdites en compétition. L'« usage » hors compétition (article 2.2) d'une substance qui est interdite uniquement en compétition ne constitue pas une violation des règles antidopage à moins qu'un résultat d'analyse anormal impliquant cette substance ou ses métabolites ne soit déclaré à partir d'un échantillon prélevé en compétition (article 2.1).

Il n'y aura qu'un seul document appelé « Liste des interdictions ». L'AMA pourra ajouter des substances et méthodes à la Liste des interdictions dans le cas de certains sports (par exemple, l'inclusion des bêta-bloquants pour le tir). Ces substances et méthodes apparaîtront cependant aussi dans l'unique Liste des interdictions. Aucun sport n'est autorisé à demander à titre individuel des exceptions à la liste de base des substances interdites (p. ex. élimination des anabolisants de la Liste des substances interdites dans les sports de stratégie). Cette décision repose sur le fait qu'il existe certaines substances dopantes de base que tout sportif digne de ce nom ne devrait pas prendre.

4.2.2 Substances spécifiées

Aux fins de l'application de l'article 10 (Sanctions à l'encontre des individus), toutes les *substances interdites* sont des *substances spécifiées*, sauf : a) les substances appartenant aux classes des agents anabolisants et des hormones, et b) les stimulants et les antagonistes hormonaux et modulateurs identifiés comme tels dans la *Liste des interdictions*. Les *méthodes interdites* ne sont pas des *substances spécifiées*.

4.2.3 Nouvelles classes de substances interdites

Si l'**AMA** (WADA) ajoute une nouvelle classe de *substances interdites* à la *Liste des interdictions* conformément à l'article 4.1 du *Code*, le **Comité exécutif** de l'**AMA** (WADA) devra déterminer si tout ou partie des *substances interdites* appartenant à cette nouvelle catégorie seront considérées comme des *substances spécifiées* aux termes de l'article 4.2.2.

4.3 Critères d'inclusion des substances et méthodes dans la Liste des interdictions

Tel que prévu à l'article 4.3.3 du *Code*, la décision de l'**AMA** (WADA) d'inclure des *substances interdites* et des *méthodes interdites* dans la *Liste des interdictions* et la classification des substances au sein de classes particulières dans la *Liste des interdictions* sont finales et ne pourront pas faire l'objet d'un appel par un *sportif* ou toute autre *personne* qui invoquerait que la *substance* ou *méthode* n'est pas un agent masquant, n'a pas le potentiel d'améliorer la performance sportive, ne présente pas de risque pour la santé ou n'est pas contraire à l'esprit sportif.



Commentaire sur l'article 4.3 : Il ne sera pas possible de mettre en doute, dans un cas particulier, la décision établissant qu'une substance répond aux critères énoncés à l'article 4.3 (Critères d'inclusion des substances et méthodes dans la Liste des interdictions) comme moyen de défense contre une violation des règles antidopage. Par exemple, on ne pourra pas prétendre que la substance interdite décelée ne contribue pas à l'amélioration de la performance dans le sport en question. Il y a dopage quand une substance figurant dans la Liste des interdictions est trouvée dans un échantillon fourni par le sportif. De même, on ne peut faire valoir qu'une substance figurant dans la classe des agents anabolisants n'appartient pas à cette classe.

4.4 Usage à des fins thérapeutiques AUT

4.4.1 Les *sportifs* souffrant d'un état pathologique avéré nécessitant l'usage d'une *substance* ou d'une *méthode interdite* doivent d'abord obtenir une AUT. La présence d'une *substance interdite* ou de ses *métabolites* ou *marqueurs* (article 2.1), l'*usage* ou la *tentative d'usage* d'une *substance* ou d'une *méthode interdite* (article 2.2), la *possession de substances* ou de *méthodes interdites* (article 2.6) ou l'*administration d'une substance* ou d'une *méthode interdite* (article 2.8) conformément aux dispositions d'une AUT valable octroyée selon les termes du Standard international pour l'autorisation d'*usage* à des fins thérapeutiques ne constitueront pas une violation des règles antidopage. De plus, pour tout *sportif* l'*usage* des bêta-2 agonistes inhalés devrait être déclaré dans ADAMS, lorsqu'il est raisonnablement possible de le faire dès que le produit est utilisé et un tel *usage* doit être également déclaré sur le formulaire de *contrôle du dopage* au moment du *contrôle* (art. 7.13 *Standard international* pour AUT). Bien qu'il ne soit pas interdit, l'*usage* des glucocorticoïdes par voies non systémiques, à savoir les injections intra-articulaires, péri articulaires, péri tendineuses, épidurales, intradermiques et la voie inhalée fera l'objet d'une simple déclaration d'*usage*.

4.4.2 Sous réserve de l'article 4.4.3, les *sportifs* inclus par l'ISMF dans son *groupe cible de sportifs* soumis aux contrôles et autres *sportifs* participant à une manifestation internationale doivent obtenir une AUT de l'ISMF (même si le *sportif* a déjà obtenu une AUT au niveau national). La demande d'AUT doit être déposée dès que possible (pour un *sportif* faisant partie d'un *groupe cible de sportifs soumis aux contrôles*, au moment où son inclusion dans le groupe lui est notifiée) et dans tous les cas (sauf dans les situations d'urgence) au plus tard 21 jours avant la participation du *sportif* à l'épreuve.

4.4.3 La seule exception à l'article 4.4.2 est que, en vertu de l'article 7.13 du *Standard international* pour l'autorisation d'*usage* à des fins thérapeutiques, les *sportifs* ne faisant pas partie du *groupe cible de sportifs soumis aux contrôles* de l'ISMF et inhalant des glucocorticoïdes et/ou du Formotérol, du Salbutamol, du Salmétérol ou de la Terbutaline pour traiter l'asthme ou une de ses variantes cliniques n'ont pas besoin d'AUT avant de participer à une *manifestation internationale*, sauf si demandée par l'ISMF. Si nécessaire, ces *sportifs* peuvent toutefois demander une AUT rétroactive après la manifestation, conformément à l'article 7.13 du *Standard international* pour l'autorisation d'*usage* à des fins thérapeutiques et à l'article 7.1.3 des présentes règles antidopage. À titre d'exception supplémentaire, les *sportifs* utilisant des glucocorticoïdes par voies non systémiques, à savoir les injections intra-articulaires, péri articulaires, péri tendineuses, épidurales, intradermiques et la voie inhalée devront transmettre une déclaration d'*usage* en même temps que l'*usage* est entamé.

4.4.4 Les AUT accordées par le **Comité AUT** de l'ISMF doivent être communiquées à la *fédération nationale* du sportif et à l'**AMA**. Les autres *sportifs* qui peuvent être soumis à un *contrôle* et qui doivent utiliser une *substance interdite* ou une *méthode interdite* pour des raisons thérapeutiques doivent obtenir une AUT de leur *organisation nationale antidopage* ou de tout autre organisme désigné par leur *fédération nationale*, comme requis par les règles de l'*organisation nationale antidopage* ou autre organisme. Les *fédérations nationales* communiqueront le plus rapidement possible toute AUT à l'ISMF et à l'**AMA** (WADA).

4.4.5 L'ISMF nommera un Comité de médecins pour étudier les demandes d'AUT qui s'appellera : le **Comité AUT**. Sur réception d'une demande d'AUT, le **Président du Comité AUT** désignera un ou plusieurs membres du comité (pouvant inclure le président) afin d'étudier une telle demande. Le ou les membres du **Comité AUT** ainsi désignés évalueront rapidement une telle demande en accord avec le *Standard international* pour l'autorisation d'*usage* à des fins thérapeutiques et rendront une décision qui sera la décision finale de l'ISMF. Les membres sont nommés conformément aux Statuts et Règlements Intérieurs de l'ISMF.

4.4.6 L'**AMA** pourra, sur demande d'un *sportif* ou de sa propre initiative, revoir l'octroi ou le refus d'une AUT par le **Comité AUT** de l'ISMF. L'**AMA** pourra renverser une décision lorsqu'elle considère que l'octroi ou le refus d'une AUT n'est pas conforme au *Standard international* pour l'autorisation d'*usage* à des fins thérapeutiques en vigueur. Les décisions touchant les AUT sont sujettes à appel selon les modalités de l'article 13.

ARTICLE 5 CONTRÔLES

5.1 Autorité d'effectuer des contrôles

Tout *sportif* relevant de la compétence d'une *fédération nationale* sera assujéti au *contrôle* en *compétition* par l'ISMF, et par toute autre organisation antidopage responsable du *contrôle* lors d'une *compétition* ou d'une *manifestation* à laquelle il participe. Tout *sportif* relevant de la compétence d'une *fédération nationale*, y compris les *sportifs* sous le coup d'une *suspension* ou d'une *suspension provisoire*, sera également assujéti au *contrôle inopiné hors compétition* en tout temps et en tout lieu, effectué par l'ISMF, l'**AMA**, la *fédération nationale* du *sportif*, l'*organisation nationale antidopage* de tout pays où le *sportif* est présent, le **CIO** au cours de Jeux olympiques, et le **CIP** au cours de Jeux paralympiques. Les *contrôles ciblés* seront prioritaires.

Commentaire sur l'article 5.1 : La réalisation de contrôles ciblés est précisée parce que les contrôles purement aléatoires ou même pondérés ne peuvent garantir que tous les sportifs concernés feront l'objet d'un contrôle. (Par exemple : les sportifs de niveau mondial, les sportifs dont la performance s'est nettement améliorée en peu de temps, les sportifs liés à des entraîneurs responsables d'autres sportifs qui ont été contrôlés positifs, etc.). De toute évidence, les contrôles ciblés ne doivent pas servir à d'autres fins qu'au contrôle légitime du dopage. Le Code établit clairement que les sportifs ne doivent pas s'attendre à être testés seulement sur une base aléatoire. De même, les contrôles ciblés n'exigent pas l'existence d'un doute raisonnable ou d'une cause probable.

5.2 Responsabilité pour les contrôles de l'ISMF

Il incombera à l'ISMF et tout particulièrement à sa **Commission Antidopage** d'élaborer un *plan de répartition des contrôles* pour le ski alpinisme, conformément à l'article 4 des Standards internationaux de *contrôle*, et de mettre en œuvre ce plan, notamment de

superviser tous les *contrôles* effectués par ou pour l'**ISMF**. Le *contrôle* peut être effectué par toute personne qualifiée et autorisée par l'**ISMF**.

La **Commission Antidopage** de l'ISMF est l'instance qui gère la politique antidopage de l'**ISMF**. Elle est composée d'au moins trois membres :

1. Un **Président** possédant de fortes connaissances en droit (juriste),
2. Un membre élu du Board,
3. Le médecin Président du **Comité AUT**.

Les membres sont nommés conformément aux Statuts et Règlements Intérieurs de l'ISMF.

5.3 Standards internationaux de contrôle

Les *contrôles* effectués par l'**ISMF** et ses *fédérations nationales* devront être en conformité avec les *Standards internationaux de contrôle* en vigueur au moment du *contrôle*.

5.3.1 Les *échantillons* de sang (ou *échantillons* autres que l'urine) peuvent être utilisés pour la détection de *substances ou de méthodes interdites*, à des fins de dépistage, ou pour l'établissement d'un suivi longitudinal (*le Passeport*).

Si l'échantillon est prélevé uniquement dans un but de dépistage, il ne comportera aucune autre conséquence pour le sportif que celle de l'identifier pour un contrôle d'urine selon les présentes règles antidopage. Dans ces circonstances, l'**ISMF** peut décider, à sa discrétion, quels paramètres sanguins doivent être mesurés dans l'échantillon de dépistage et les niveaux de ces paramètres qui seront utilisés pour indiquer qu'un sportif devrait être sélectionné pour un contrôle d'urine. Toutefois, si l'échantillon est prélevé dans le but d'établir un suivi longitudinal (*le Passeport*), il peut être utilisé à des fins de lutte contre le dopage, conformément à l'article 2.2 du *Code*.

5.4 Coordination des contrôles

L'**ISMF** et les *fédérations nationales* devront rapidement communiquer les *contrôles* réalisés au centre d'information de l'**AMA** afin d'éviter les doublons.

5.5 Exigences sur la localisation du sportif

5.5.1 L'ISMF identifiera un *groupe cible de sportifs soumis aux contrôles* qui doivent satisfaire aux exigences sur la localisation des *Standards internationaux de contrôle* et publiera les critères de sélection des sportifs inclus dans ce *groupe cible de sportifs soumis aux contrôles* ainsi qu'une liste des sportifs répondant à ces critères pour la période en question. L'ISMF révisera et modifiera ses critères le cas échéant pour inclure des sportifs dans son *groupe cible de sportifs soumis aux contrôles*, et réexaminera la composition de son groupe cible de temps à autre s'il y a lieu, conformément aux critères définis.

Chaque sportif du groupe cible de sportifs soumis aux contrôles :

- a) communiquera sa localisation à l'**AMA** chaque trimestre, de la façon indiquée à l'article 11.3 des *Standards internationaux de contrôle*;
- b) mettra à jour ces informations s'il y a lieu, conformément à l'article 11.4.2 des *Standards internationaux de contrôle* de façon à ce qu'elles restent précises et complètes en tout temps; et
- c) sera disponible pour les *contrôles* au lieu indiqué, conformément à l'article 11.4 des *Standards internationaux de contrôle*.

Commentaire sur l'article 5.5.1 : Les groupes cibles de sportifs soumis aux contrôles des FI ont pour but d'identifier les sportifs internationaux de haut niveau dont l'ISMF doit communiquer la localisation afin de faciliter les contrôles hors compétition de l'ISMF et des autres organisations antidopage dont relèvent les sportifs. L'ISMF identifiera ces sportifs conformément aux exigences des articles 4 et 11.2 des Standards internationaux de contrôle.

Les critères qui pourraient être utilisés séparément ou ensemble comprennent :

Tous les médaillés des derniers, championnats du monde, championnats continentaux, Jeux olympiques, et les dix premiers athlètes du classement mondial ou de la Coupe du monde.

Chaque fédération nationale devra communiquer à l'ISMF [les performances, les noms et adresses de tous les sportifs dont les performances correspondent aux critères de sélection du groupe cible de sportifs soumis aux contrôles établis par ISMF.

5.5.2 Si un sportif ne transmet pas les informations sur sa localisation à l'**ISMF**, cela constituera un *manquement à l'obligation de transmission d'informations* sur la localisation aux fins de l'article 2.4, lorsque les conditions de l'article 11.3.5 des *Standards internationaux de contrôle* sont réunies.

5.5.3 Si un sportif n'est pas disponible pour un *contrôle* au lieu indiqué, cela constituera un *contrôle manqué* aux fins de l'article 2.4, lorsque les conditions de l'article 11.4.3 des *Standards internationaux de contrôle* sont remplies.

5.5.4 Chaque *fédération nationale* aidera en outre son *organisation nationale antidopage* à établir, au niveau national, un *groupe cible de sportifs soumis aux contrôles* regroupant des sportifs nationaux de haut niveau auxquels les exigences relatives aux informations sur la localisation des *Standards internationaux de contrôle* s'appliqueront également. Lorsque ces sportifs font également partie du *groupe cible de sportifs soumis aux contrôles* de l'**ISMF**, l'**ISMF** et l'*organisation nationale antidopage* conviendront (avec l'assistance de l'**AMA**, le cas échéant) de l'organisme chargé de recevoir les informations sur la localisation des sportifs et de les communiquer à l'autre (et à d'autres organisations antidopage) conformément à l'article 5.5.5.

5.5.5 Les informations sur la localisation communiquées en vertu des articles 5.5.1 et 5.5.4 seront partagées avec l'**AMA** et d'autres organisations antidopage ayant juridiction pour contrôler les sportifs conformément aux articles 11.7.1(d) et 11.7.3(d) des *Standards internationaux de contrôle*, notamment à la stricte condition qu'elles soient utilisées à des fins de *contrôle* du dopage seulement.

5.6 Retraite et retour à la *compétition*

5.6.1 Un *sportif* sélectionné par l'ISMF pour faire partie du *groupe cible de sportifs soumis aux contrôles* continuera d'être soumis aux règles antidopage, y compris à l'obligation de se conformer aux exigences relatives aux informations sur la localisation des *Standards internationaux de contrôle*, à moins et jusqu'à ce qu'il ne remette un avis écrit à l'ISMF indiquant qu'il a pris sa retraite, ou jusqu'à ce qu'il ne satisfasse plus aux critères d'inclusion dans le *groupe cible de sportifs soumis aux contrôles* de l'ISMF et qu'il en ait été informé par l'ISMF.

5.6.2 Un *sportif* qui a remis à l'ISMF un avis indiquant qu'il prenait sa retraite ne peut pas revenir à la *compétition* à moins d'en aviser l'ISMF au moins six mois avant et d'être disponible pour des *contrôles inopinés hors compétition*, mais aussi (si nécessaire) de se conformer aux exigences relatives à l'*obligation de transmission d'informations sur la localisation* des *Standards internationaux de contrôle* en tout temps durant cette période.

5.6.3 Les *fédérations nationales/organisations nationales antidopage* peuvent établir des exigences similaires pour les *sportifs* faisant partie du *groupe cible national de sportifs soumis aux contrôles* ayant cessé la *compétition* et désirant y revenir.

5.7 Sélection des *sportifs* en vue d'un *contrôle*

5.7.1 Lors de chaque *manifestation internationale*, l'ISMF déterminera le nombre de *contrôles* en fonction du classement final, le nombre de *contrôles aléatoires* et le nombre de *contrôles ciblés* à réaliser.

L'ISMF pourra aussi cibler un certain nombre de *sportifs* ne figurant pas nécessairement dans le classement final afin d'augmenter la diversité des *sportifs contrôlés*, ou sur la base des résultats de contrôles précédents fournis par le centre d'information de l'AMA.

5.7.2 Au cours des manifestations nationales, chaque *fédération nationale* déterminera lors de chaque compétition le nombre de *sportifs* à sélectionner pour un *contrôle*, ainsi que les procédures de sélection de ces *sportifs*.

5.7.3 En plus des procédures de sélection prévues aux articles 5.7.1 et 5.7.2 ci-dessus, la Commission Antidopage de l'ISMF, lors de *manifestations internationales*, et la *fédération nationale*, lors de manifestations nationales, peuvent aussi sélectionner des *sportifs* ou équipes pour des *contrôles ciblés* dans la mesure où ces *contrôles* sont réalisés uniquement dans le cadre de la lutte contre le dopage.

5.7.4 Les *sportifs* seront sélectionnés pour un *contrôle hors compétition* par la Commission Antidopage de l'ISMF et par les *fédérations nationales* en accord avec un processus conforme aux *Standards internationaux de contrôle* en vigueur au moment de la sélection.

5.8 Accès des observateurs indépendants

Les *fédérations nationales* et les comités d'organisation agissant pour les *fédérations nationales* garantiront un accès aux manifestations à des observateurs indépendants selon les directives de l'ISMF.

5.9 Sportifs non membres de l'ISMF

Un *sportif* qui n'est pas membre régulier de l'ISMF ou de l'une de ses *fédérations nationales* ne sera pas autorisé à concourir à moins d'être disponible pour le recueil d'*échantillons* et, si nécessaire, de fournir des informations précises et actualisées sur sa localisation dans le cadre du *groupe de sportifs soumis aux contrôles* de l'ISMF au moins un mois avant la *compétition*.

ARTICLE 6 ANALYSE DES ÉCHANTILLONS

Les *échantillons* résultant de *contrôles* du dopage recueillis selon ces règles antidopage seront analysés conformément aux principes suivants :

6.1 Recours à des laboratoires reconnus

L'ISMF fera analyser les *échantillons* résultant de *contrôles* du dopage uniquement dans les laboratoires accrédités par l'AMA ou autrement reconnus par l'AMA. Le choix du laboratoire accrédité par l'AMA (ou d'un autre laboratoire ou d'une autre méthode approuvés par l'AMA) utilisé pour l'analyse des échantillons relèvera exclusivement de l'ISMF.

Il peut se faire une délégation de règles sur la *fédération nationale*, du territoire d'accueil de la manifestation sportive, par convention, entre l'Agence Nationale de Lutte Contre le Dopage et l'ISMF.

6.2 Objet du prélèvement et de l'analyse des échantillons

Les *échantillons* seront analysés afin d'y dépister les *substances interdites* et *méthodes interdites* énumérées dans la *Liste des interdictions* et toute autre *substance* dont le dépistage est demandé par l'AMA conformément à l'article 4.5 du *Code* (Programme de surveillance), ou afin d'aider l'ISMF à établir le profil des paramètres pertinents dans l'urine, le sang ou une autre matrice du *sportif*, y compris le profil d'ADN ou le profil génomique, à des fins d'antidopage.

Commentaire sur l'article 6.2 : Les renseignements pertinents sur le profil pourraient, par exemple, servir à orienter les contrôles ciblés ou à appuyer une procédure relative à la violation de règles antidopage aux termes de l'article 2.2 (Usage ou tentative d'usage par un sportif d'une substance interdite ou d'une méthode interdite), ou servir à ces deux fins.

6.3 Recherche sur des échantillons

Aucun *échantillon* ne peut servir à d'autres fins que celles décrites à l'article 6.2 sans le consentement écrit du *sportif*. Si des *échantillons* sont utilisés (avec le consentement du sportif) à d'autres fins que celles prévues à l'article 6.2, tout moyen de les identifier doit en avoir été retiré, de telle sorte qu'ils ne puissent être attribués à un *sportif* en particulier.

6.4 Standards d'analyse des échantillons et de rendu des résultats

Les laboratoires procéderont à l'*analyse des échantillons* recueillis lors de *contrôles* du dopage et en rapporteront les résultats conformément au *Standard international* pour les laboratoires.

6.5 Nouvelle *analyse d'échantillons*

Un *échantillon* peut être soumis à une nouvelle *analyse* aux fins de l'article 6.2 en tout temps, uniquement si l'**ISMF** ou l'**AMA** en donne l'instruction. Les circonstances et conditions régissant la nouvelle *analyse d'échantillons* doivent être conformes aux exigences du *Standard international pour les laboratoires*.

Commentaire sur l'article 6.5 : Bien que cet article soit nouveau, les organisations antidopage ont toujours eu l'autorité de procéder à une nouvelle analyse d'échantillons. Le Standard international pour les laboratoires ou un nouveau document technique faisant partie du standard international harmonisera le protocole à suivre pour les analyses subséquentes.

ARTICLE 7 GESTION DES RÉSULTATS

7.1 Gestion des résultats des *contrôles* initiés par l'**ISMF**

La gestion des résultats des *contrôles* initiés par l'**ISMF** (y compris les contrôles effectués par l'**AMA** selon l'entente avec l'**ISMF**) se fera comme suit :

7.1.1 Les résultats de toutes les analyses doivent être envoyés à l'**ISMF** sous forme codée, dans un rapport signé par un représentant autorisé du laboratoire. Toute communication doit se faire en toute confidentialité et en conformité avec **ADAMS**, qui est un outil de gestion de base de données élaboré par l'**AMA**. **ADAMS** satisfait aux statuts et normes sur la confidentialité des données applicables à l'**AMA** et aux autres organisations qui l'utilisent.

7.1.2 Sur réception d'un résultat *d'analyse anormal* de l'échantillon A, l'*administrateur antidopage* désignés par le Président de l'**ISMF** avec le *Président du comité indépendant de révision* procéderont à une instruction afin de déterminer si :

- (a) (a) le *résultat d'analyse anormal* correspond à une AUT applicable (ou si d'autres exigences particulières fixées par le *Standard international* pour l'autorisation d'usage à des fins thérapeutiques applicables aux glucocorticoïdes et bêta-2 agonistes s'appliquent), ou
- (b) il y a eu un manquement évident aux *Standards internationaux de contrôle* ou au *Standard international pour les laboratoires* ayant provoqué le résultat *d'analyse anormal*.

7.1.2.1 L'**ISMF** nommera un **Comité Indépendant de Révision** qui comprendra un président et 2 autres membres expérimentés en matière de lutte contre le dopage. Tous les membres du comité seront indépendants. Chaque membre du comité sera nommé pour une durée de quatre ans (l'Olympiade). Dans chaque cas, le président du comité désignera un ou plusieurs membres du comité (pouvant inclure le président) pour effectuer l'instruction décrite aux articles 7.1.2 à 7.1.8 et pour revoir toute autre violation potentielle des règles antidopage conformément aux demandes de l'exécutif

de l'ISMF. Les membres sont nommés conformément aux Statuts et Règlements Intérieurs de l'ISMF.

7.1.3 Dans les circonstances suivantes :

(a) Si le résultat d'analyse anormal est dû à des glucocorticoïdes, à du Formorétol, du Salbutamol, du Salmétérol ou de la Terbutaline; et

(b) Si l'échantillon en question a été fourni par un sportif qui ne fait pas partie du groupe cible de sportifs soumis aux contrôles de l'ISMF, durant sa participation à une manifestation internationale pour laquelle (conformément à l'article 7.13 du Standard international pour l'autorisation d'usage à des fins thérapeutiques et à l'article 4.4.3 des présentes règles antidopage), l'ISMF n'a pas besoin de recevoir à l'avance une AUT pour traitement de l'asthme;

Avant que la question ne soit transmise au **Comité Indépendant de Révision** de l'ISMF conformément à l'article 7.1, le sportif aura la possibilité de demander une AUT rétroactive au Comité AUT, en vertu de l'article 7.13 du Standard international pour l'autorisation d'usage à des fins thérapeutiques. Le résultat de cette demande sera transmis au **Comité Indépendant de Révision** de l'ISMF pour qu'il soit pris en compte dans l'examen du résultat d'analyse anormal aux termes de l'article 7.1.2.

7.1.4 Si l'examen initial d'un résultat d'analyse anormal aux termes de l'article 7.1.2 ne révèle pas d'AUT applicable, ou d'écart par rapport aux Standards internationaux de contrôle ou au Standard international pour les laboratoires ayant causé le résultat d'analyse anormal, le **Comité Indépendant de Révision** informera rapidement le sportif :

- a) du résultat d'analyse anormal;
- b) de la règle antidopage enfreinte;
- c) de son droit d'exiger sans tarder l'analyse de l'échantillon B du prélèvement ou, à défaut, du fait qu'il sera reconnu avoir renoncé à ce droit;
- d) de la date, l'heure et l'endroit prévus pour l'analyse de l'échantillon B (qui devrait se dérouler dans le délai prévu dans le Standard international pour les laboratoires) si le sportif ou l'ISMF décide d'en faire la demande
- e) de la possibilité du sportif et/ou de son représentant d'assister à l'ouverture de l'échantillon B aux date, heure et lieu prévus, et à son analyse lorsque celle-ci est demandée;
- f) et du droit du sportif d'exiger des copies du dossier d'analyse pour les échantillons A et B qui comprendra les documents stipulés dans le Standard international pour les laboratoires.

L'ISMF notifiera en outre l'organisation nationale antidopage du sportif et l'AMA. Si l'ISMF décide de ne pas présenter le résultat d'analyse anormal comme une violation des

règles antidopage, elle en informera le *sportif*, l'*organisation nationale antidopage* du *sportif* et l'**AMA**.

7.1.5 En cas de demande du *sportif* ou du Président de l'ISMF, des dispositions seront prises pour effectuer l'analyse de l'*échantillon B* dans les délais prévus par les *Standards internationaux de contrôle*. Un *sportif* peut accepter les résultats de l'analyse de l'*échantillon A* en renonçant à l'analyse de l'*échantillon B*. Le Président de l'ISMF peut décider de procéder quand même à l'analyse de l'*échantillon B*.

7.1.6 Le *sportif* et/ou son représentant pourront être présents lors de l'analyse de l'*échantillon B* dans les délais prévus par le *Standard international pour les laboratoires*. Un représentant de la *fédération nationale* du *sportif*, ainsi qu'un représentant de l'ISMF, pourront également être présents.

7.1.7 Si le résultat de l'analyse de l'*échantillon B* est négatif (à moins que l'ISMF ne porte l'affaire plus loin en tant que violation des règles antidopage aux termes de l'article 2.2), le contrôle dans son entier sera considéré négatif, et le *sportif*, sa *fédération nationale* et l'ISMF en seront informés.

7.1.8 Si une *substance interdite* ou une *méthode interdite* est identifiée, les résultats seront communiqués au *sportif*, à sa *fédération nationale*, à l'ISMF et à l'AMA.

7.1.9 Dans les cas de violations apparentes des règles antidopage ne découlant pas d'un résultat d'analyse anormal, le **Comité Indépendant de Révision** effectuera toute investigation nécessaire et, lorsqu'il sera convaincue qu'une violation des règles antidopage a été commise, avisera le *sportif* le plus rapidement possible de la règle antidopage qui semble avoir été enfreinte, et de la raison de la violation.

7.2 Gestion des résultats atypiques

7.2.1 Comme le prévoient les *standards internationaux*, dans certaines circonstances, les laboratoires ont instruction de déclarer la présence de *substances interdites* qui peuvent aussi être produites de façon endogène comme des résultats atypiques nécessitant un examen plus poussé.

7.2.2 Si un laboratoire rend compte d'un *résultat atypique* après analyse de l'*échantillon* d'un *sportif* prélevé par ou pour l'ISMF, le ou les membres du **Comité Indépendant de Révision** de l'ISMF devra effectuer un examen pour déterminer si :

- a) le *résultat atypique* correspond à une AUT applicable qui a été accordée conformément au *Standard international* pour l'autorisation d'usage à des fins thérapeutiques; ou
- b) un écart apparent par rapport aux *Standards internationaux de contrôle* ou au *Standard international pour les laboratoires* a causé le *résultat atypique*.

7.2.3 Si l'examen initial d'un *résultat atypique* aux termes de l'article 7.2.2 révèle une AUT applicable ou un écart par rapport aux *Standards internationaux de contrôle* ou au *Standard international pour les laboratoires* ayant causé le *résultat atypique*, le *contrôle*

dans son entier doit être considéré négatif. Le *sportif*, sa *fédération nationale* et l'**ISMF** en seront informés par le **Comité Indépendant de Révision**.

7.2.4 Si l'examen initial d'un *résultat atypique* aux termes de l'article 7.2.2 ne révèle pas l'existence d'une AUT applicable ou un écart par rapport aux Standards internationaux de contrôle ou au *Standard international pour les laboratoires* ayant causé le résultat atypique, le **Comité Indépendant de Révision** doit mener l'examen requis par les *standards internationaux*. Si, au terme de l'examen, il est déterminé que le *résultat atypique* devrait être présenté comme un *résultat d'analyse anormal*, l'**ISMF** poursuivra l'affaire plus loin conformément à l'article 7.1.3.

7.2.5 Le **Comité Indépendant de Révision** ne rapportera pas de *résultat atypique* tant qu'il n'aura pas terminé son examen et décidé si il présentera ou non le *résultat atypique* comme un *résultat d'analyse anormal*, à moins que l'une des circonstances suivantes n'existe :

(a) Si le **Comité Indépendant de Révision** décide que l'*échantillon B* devrait être analysé avant la conclusion de son examen, il peut demander l'analyse de l'*échantillon B* après en avoir notifié le *sportif*, la notification devant comprendre une description du *résultat atypique*, ainsi que l'information décrite à l'article 7.1.3, (c) à (f).

(b) Si le **Comité Indépendant de Révision** reçoit, soit de la part d'une *organisation responsable de grandes manifestations* peu de temps avant l'une des *manifestations internationales* dont elle est responsable, soit de la part d'une organisation sportive responsable de respecter une échéance imminente quant au choix des membres d'une équipe en vue d'une *manifestation internationale*, une demande d'information pour savoir si un sportif dont le nom apparaît dans une liste fournie par l'*organisation responsable de grandes manifestations* ou l'organisme sportif a eu ou non un *résultat atypique* encore en suspens, l'**ISMF** doit identifier tout sportif se trouvant dans cette situation après avoir d'abord notifié le sportif du *résultat atypique*.

7.3 Gestion des résultats des contrôles initiés au cours d'autres manifestations internationales

La gestion des résultats et la tenue d'audiences découlant d'un contrôle effectué par le *Comité international olympique*, le *Comité international paralympique*, ou toute autre *organisation responsable de grandes manifestations*, seront gérées selon les présents règlements de **ISMF** en ce qui concerne les sanctions autres que la *disqualification* de la *manifestation* ou l'annulation des résultats de cette dernière.

7.4 Gestion des résultats des contrôles initiés par les fédérations nationales

La gestion des résultats par les *fédérations nationales* sera conforme aux principes généraux d'une gestion des résultats efficace et équitable qui se base sur les conditions détaillées à l'article 7. Les résultats de tous les *contrôles* du dopage seront rapportés à l'**ISMF** et à l'**AMA** dans les 14 jours suivant la conclusion du processus de gestion des résultats de la *fédération nationale*. Toute violation apparente des règles antidopage par un *sportif* membre de cette *fédération nationale* sera promptement référée à une commission d'audition établie selon les règles de la *fédération nationale* ou de la loi nationale. Les violations apparentes des règles

antidopage par des *sportifs* membres d'une autre *fédération nationale* seront référées à la *fédération nationale* du sportif pour instruction.

7.5 Gestion des résultats en cas de manquement à l'obligation de transmission d'informations sur la localisation

7.5.1 La gestion des résultats en cas de manquement apparent à l'obligation de transmission d'informations sur la localisation de la part d'un *sportif* faisant partie d'un *groupe cible de sportifs* soumis aux contrôles de l'ISMF incombera à l'ISMF, conformément à l'article 11.6.2 des *Standards internationaux de contrôle* (à moins qu'il n'ait été convenu, en vertu de l'article 5.5.4, que la *fédération nationale* ou l'*organisation nationale antidopage* en assume la responsabilité).

7.5.2 La gestion des résultats en cas de contrôle manqué apparent de la part d'un *sportif* faisant partie du *groupe cible de sportifs soumis aux contrôles* de l'ISMF après une tentative de *contrôle* du *sportif* par l'ISMF, incombera à l'ISMF conformément à l'article 11.6.3 des *Standards internationaux de contrôle*. La gestion des résultats en cas de contrôle manqué apparent de la part d'un *sportif* dans cette situation, après une tentative de contrôle du *sportif* par ou pour une autre *organisation antidopage* incombera à cette autre *organisation antidopage* conformément à l'article 11.7.6(c) des *Standards internationaux de contrôle*.

7.5.3 Quand, sur une période de 18 mois, un *sportif* faisant partie d'un *groupe cible de sportifs soumis aux contrôles* de l'ISMF est déclaré avoir accumulé trois manquements à l'obligation de transmission d'informations sur la localisation, ou trois contrôles manqués, ou toute combinaison de trois manquements à l'obligation de transmission d'informations sur la localisation ou contrôles manqués aux termes des présentes règles antidopage ou des règles d'une autre *organisation antidopage*, l'ISMF présentera cela comme une apparente violation des règles antidopage.

7.6 Suspensions provisoires

7.6.1 Lorsqu'un *résultat d'analyse anormal* d'un *échantillon A* est reçu pour une *substance interdite*, à l'exception d'une *substance spécifiée*, et qu'un examen mené conformément à l'article 7.1.2 ne révèle pas d'AUT applicable ou d'écart par rapport aux *Standards internationaux de contrôle* ou au *Standard international pour les laboratoires* ayant causé le résultat d'analyse anormal, le Président de l'ISMF *suspendra provisoirement le sportif* en attendant que l'instance d'audition décide s'il a commis une violation des règles antidopage.

7.6.2 Dans tout cas non visé par l'article 7.6.1 et que l'ISMF décide de traiter comme une violation apparente des règles antidopage conformément aux précédentes dispositions du présent article 7, le Président de l'ISMF après consultation avec le Comité indépendant de révision de l'ISMF, peut provisoirement suspendre le *sportif* en attendant que l'instance d'audition décide s'il a commis ou non une violation des règles antidopage.

7.6.3 Quand une suspension provisoire est imposée, en vertu de l'article 7.6.1 ou de l'article 7.6.2, le *sportif* aura la possibilité :

- a) de se soumettre à une *audience préliminaire* avant l'entrée en vigueur de la *suspension provisoire* ou rapidement après l'entrée en vigueur de cette *suspension provisoire*;
- b) de bénéficier d'une audience accélérée selon l'article 8 (Droit à une audience équitable) rapidement après l'entrée en vigueur d'une *suspension provisoire*. Les *fédérations nationales* imposeront des *suspensions provisoires* conformément aux principes exposés au présent article 7.6.

7.6.4 Si une *suspension provisoire* est imposée sur la base d'un *résultat d'analyse anormal* de l'échantillon A et qu'une analyse subséquente de l'échantillon B ne confirme pas le résultat de l'analyse de l'échantillon A, le *sportif* ne pourra faire l'objet d'aucune autre *suspension provisoire* s'appuyant sur une violation de l'article 2.1 du Code (Présence d'une *substance interdite*, de ses *métabolites* ou de ses *marqueurs*). Dans les circonstances où le *sportif* (ou son équipe, si les règles de l'ISMF compétente le prévoient) est exclu d'une *compétition* sur la base d'une violation de l'article 2.1 et que l'analyse subséquente de l'échantillon B ne confirme pas le résultat d'analyse de l'échantillon A, le *sportif* ou l'équipe en question pourra continuer à participer à la compétition, à condition que cela n'interfère pas avec la *compétition* et qu'il soit encore possible de réintégrer le *sportif* ou son équipe.

Commentaire sur l'article 7.6 : Avant qu'une suspension provisoire puisse être décidée unilatéralement par une organisation antidopage, l'examen interne précisé dans le Code doit d'abord être effectué. De plus, un signataire qui impose une suspension provisoire est tenu de donner au sportif la possibilité d'obtenir une audience préliminaire avant ou rapidement après l'imposition de la suspension provisoire ou une audience finale accélérée en vertu de l'article 8 rapidement après l'entrée en vigueur de la suspension provisoire. Le sportif peut faire appel de cette décision conformément à l'article 13.2.

Dans les rares cas où l'analyse de l'échantillon B ne confirme pas le résultat de l'analyse de l'échantillon A, le sportif qui a fait l'objet d'une suspension provisoire sera autorisé à participer aux épreuves suivantes de la manifestation, pour autant que les conditions le permettent. De même, dans un sport d'équipe, en fonction des règlements de la fédération internationale, si l'équipe est toujours en compétition, le sportif pourra prendre part aux épreuves suivantes.

Toute suspension provisoire purgée par un sportif sera déduite de la période de suspension qui lui est imposée en fin de compte conformément à l'article 10.9.3.

7.7 Retraite sportive

Si un *sportif* ou une autre *personne* prend sa retraite au cours du processus de gestion des résultats, l'ISMF conserve la compétence de mener le processus à son terme. Si un *sportif* ou une autre *personne* prend sa retraite avant que le processus de gestion des résultats ait été amorcé, l'ISMF qui aurait eu compétence sur le *sportif* ou l'autre *personne* en matière de gestion des résultats au moment où le *sportif* ou l'autre *personne* a commis une violation des règles antidopage, reste habilitée à gérer les résultats.

Commentaire sur l'article 7.7 : La conduite d'un sportif ou d'une autre personne avant que ce sportif ou cette autre personne ne relève de la juridiction d'une organisation antidopage ne constituera pas une violation des règles antidopage, mais pourrait justifier le refus d'accepter l'adhésion du sportif ou de l'autre personne à une organisation sportive.

ARTICLE 8 DROIT À UNE AUDIENCE ÉQUITABLE

8.1 La Comparution

Lorsqu'il apparaît, suite au processus de gestion des résultats décrit à l'article 7, que des règles antidopage ont été enfreintes, le *sportif* ou toute autre personne impliquée devra comparaître devant l'organe disciplinaire de la *fédération nationale* concernée afin de déterminer si une violation des règles antidopage a été commise, et, si tel est le cas, quelles en sont les conséquences.

Cette procédure devra respecter les conditions suivantes :

- tenue d'une audience dans un délai raisonnable;
- instance d'audition équitable et impartiale;
- droit pour la *personne* d'être représentée à ses frais par un conseil;
- droit pour la *personne* d'être informée équitablement et dans un délai raisonnable de la ou des violations des règles antidopage retenues;
- droit pour la *personne* de se défendre contre les accusations de violation des règles antidopage retenues et des conséquences qui en résultent;
- droit pour chaque partie de soumettre des preuves, y compris droit de faire citer et d'interroger des témoins (l'acceptation de témoignages par téléphone ou par écrit étant laissée à l'appréciation de l'instance d'audition);
- droit de la *personne* à un interprète lors de l'audience, l'instance d'audition ayant la responsabilité de désigner l'interprète et de décider qui supportera les coûts inhérents; et
- droit à une décision écrite, motivée et dans un délai raisonnable, comportant notamment des explications sur le ou les motifs justifiant la suspension.

8.2 Le Tribunal Arbitral du Sport

Les audiences prévues à cet article auront lieu dans les meilleurs délais, et dans tous les cas dans les trois mois suivant l'achèvement du processus de gestion des résultats décrit à l'article 7. Les audiences tenues dans le cadre de *manifestations* peuvent suivre une procédure accélérée.

Si l'audience est achevée dans un délai de trois mois, le Président de l'ISMF peut décider, si le *sportif* est de niveau international, de porter la cause devant un arbitre unique du *Tribunal Arbitral du Sport* (TAS). La cause devant le *Tribunal Arbitral du Sport* sera traitée conformément à la procédure d'appel du *Tribunal Arbitral du Sport*, sans référence à une limite de temps pour l'appel.



Si l'audience n'est pas achevée dans un délai de trois mois ou que le *sportif* n'est pas de niveau international, le Président de l'ISMF peut décider de porter la cause devant l'organe d'appel de niveau national prévu à l'article 13.2.2. Dans l'un ou l'autre cas, la responsabilité de l'audience et le paiement des frais inhérents incombent à la *fédération nationale*. Dans les deux cas, une telle décision peut faire l'objet d'un appel devant le *Tribunal arbitral du sport*.

Commentaire sur l'article 8.2 : Par exemple, une audience pourrait être accélérée à la veille d'une grande manifestation lorsqu'une décision relative à la violation des règles antidopage est nécessaire pour déterminer si le sportif est autorisé à participer à la manifestation, ou encore durant une manifestation où la décision rendue déterminera la validité des résultats du sportif ou la continuation de sa participation à la manifestation.

8.3 Les résultats

Les *fédérations nationales* informeront l'ISMF de l'évolution des causes en instance et des résultats de toutes les audiences.

8.4 L'ISMF et l'audience

L'ISMF aura le droit d'assister aux audiences en tant qu'observateur.

8.5 Le droit à la renonciation

Le *sportif* ou autre personne peut renoncer à une audience en reconnaissant la violation des règles antidopage et en acceptant les conséquences proposées par la *fédération nationale* en application des articles 9 et 10. Le droit à une audience peut faire l'objet d'une renonciation expresse ou tacite du seul fait que le *sportif* ou l'autre *personne* ne conteste pas l'allégation de la part d'une *fédération nationale* selon laquelle une violation des règles antidopage se serait produite. En l'absence d'audience, la *fédération nationale* doit remettre aux personnes visées à l'article 13.2.3 une décision motivée expliquant les mesures prises.

8.6 L'Appel

En vertu de l'article 13, il peut être fait appel des décisions des *fédérations nationales*, qu'il s'agisse du résultat d'une audience ou de l'acceptation des conséquences par le *sportif* ou autre *personne*.

8.9 Les décisions de la Fédération Nationale

Les décisions prises en cours d'audience par la *fédération nationale* ne seront pas sujettes à une reconsidération administrative plus approfondie au niveau national, sauf selon les dispositions de l'article 13 ou selon les exigences de la loi nationale applicable.

8.10 Principes d'une audience équitable

Toutes les audiences découlant de l'article 8.1 ou 8.2 respecteront les principes suivants :

- tenue de l'audience dans un délai raisonnable;
- instance d'audience équitable et impartiale;

- droit pour la *personne* d'être représentée à ses frais par un conseil juridique;
- droit pour la *personne* d'être informée équitablement et dans un délai raisonnable de la ou des violations des règles antidopage retenues;
- droit pour la *personne* de se défendre contre les accusations de violation des règles antidopage retenues et des conséquences qui en résultent;
- droit pour chaque partie de soumettre des preuves, y compris droit de faire citer et d'interroger des témoins (l'acceptation de témoignages par téléphone ou par écrit étant laissée à l'appréciation de l'instance d'audition);
- droit de la *personne* à un interprète lors de l'audience, l'instance d'audition ayant la responsabilité de désigner l'interprète et de décider qui supportera les coûts inhérents; et
- droit à une décision écrite, motivée et dans un délai raisonnable, comportant notamment des explications sur le ou les motifs justifiant la suspension.

ARTICLE 9 ANNULATION AUTOMATIQUE DES RÉSULTATS INDIVIDUELS

Une violation des règles antidopage dans les *sports individuels* en relation avec un *contrôle en compétition* conduit automatiquement à l'annulation des résultats obtenus lors de cette *compétition* et à toutes les *conséquences* en résultant, y compris le retrait des médailles, points et prix.

Commentaire sur l'article 9 : Lorsqu'un sportif obtient une médaille d'or alors qu'une substance interdite se trouve dans son organisme, il s'agit d'une situation injuste pour les autres sportifs prenant part à cette compétition, que le médaillé d'or soit ou non en tort de quelque façon que ce soit. Seul un sportif « propre » devrait pouvoir bénéficier de ses résultats de compétition.

Pour les sports d'équipe, voir l'article 11 (Conséquences pour les équipes).

Dans les sports qui ne sont pas des sports d'équipe, mais où des prix sont remis aux équipes, la disqualification ou une autre mesure disciplinaire prononcée contre l'équipe lorsqu'un ou plusieurs des membres de l'équipe ont commis une violation des règles antidopage est prononcée conformément aux règles applicables de l'ISMF.

ARTICLE 10 SANCTIONS À L'ENCONTRE DES INDIVIDUS

10.1 Annulation des résultats lors d'une manifestation au cours de laquelle une violation des règles antidopage est survenue

Une violation des règles antidopage commise lors d'une *manifestation* ou en lien avec cette *manifestation* peut entraîner l'annulation de tous les résultats individuels obtenus par le *sportif* dans le cadre de la dite *manifestation*, avec toutes les *conséquences* en résultant, y compris le retrait des médailles, points et prix, sauf dans les cas prévus au prochain alinéa.

Commentaire sur l'article 10.1 : Alors que l'article 9 (Annulation automatique des résultats individuels) invalide le résultat obtenu à une seule compétition au cours de laquelle le sportif a obtenu des résultats positifs, cet article peut entraîner l'annulation de tous les résultats obtenus à toutes les épreuves de la manifestation. Au nombre des facteurs à considérer au moment de déterminer s'il y a lieu d'annuler d'autres résultats obtenus par un sportif lors d'une manifestation, on pourra par exemple tenir compte de la gravité de l'infraction et du fait que le sportif a ou non subi des contrôles négatifs lors d'autres compétitions.

10.1.1 Lorsque le sportif démontre qu'il n'a commis aucune faute ou négligence en relation avec la violation, ses résultats individuels dans d'autres compétitions ne seront pas annulés, à moins que les résultats obtenus dans d'autres compétitions que celle au cours de laquelle la violation des règles antidopage est intervenue aient été vraisemblablement influencés par cette violation.

10.2 Suspension en cas de présence, d'usage ou de tentative d'usage, ou de possession de substances interdites ou de méthodes interdites

La période de suspension imposée pour une violation des articles 2.1 (Présence d'une *substance interdite*, de ses *métabolites* ou de ses *marqueurs*), 2.2 (*Usage* ou *tentative d'usage* par un *sportif* d'une *substance interdite* ou d'une *méthode interdite*) ou 2.6 (*Possession de substances* ou *méthodes interdites*) sera la suivante, à moins que les conditions imposées pour l'annulation ou la réduction de la période de *suspension*, conformément aux articles 10.4 et 10.5, ou les conditions imposées pour l'extension de la période de *suspension*, conformément à l'article 10.6, ne soient remplies :

Première violation : Deux (2) ans de suspension.

Commentaire sur l'article 10.2 : L'harmonisation des sanctions est l'un des sujets les plus discutés et débattus du domaine de l'antidopage. L'harmonisation signifie que les mêmes règles et critères sont appliqués à l'examen des faits propres à chaque affaire. Les arguments contre l'harmonisation des sanctions tiennent aux différences entre les sports. Par exemple, dans certains sports, les sportifs sont professionnels et tirent des revenus considérables du sport, alors que dans d'autres, ils sont de réels amateurs. Dans les sports où la carrière d'un sportif est relativement courte (p. ex. la gymnastique artistique), une suspension de deux ans a un impact beaucoup plus considérable que dans les sports où les carrières sont habituellement plus longues (p. ex. les sports équestres et le tir). Dans les sports individuels, le sportif peut davantage maintenir sa compétitivité en s'entraînant seul durant sa période de suspension que dans d'autres sports où la pratique au sein d'une équipe est plus importante. Un argument de base en faveur de l'harmonisation est qu'il est injuste que deux sportifs du même pays, contrôlés positifs à la même substance interdite dans des circonstances similaires, se voient imposer des sanctions différentes, seulement parce qu'ils participent à des sports différents. De plus, la flexibilité des sanctions est souvent perçue comme une possibilité inacceptable offerte à certaines organisations sportives de se montrer plus tolérantes envers les contrevenants. Le manque d'harmonisation des sanctions est souvent à l'origine de conflits de juridictions entre les FI et les organisations nationales antidopage.

10.3 Suspension pour d'autres violations des règles antidopage

La période de *suspension* pour les autres violations des règles antidopage que celles prévues à l'article 10.2 sera la suivante :

10.3.1 Pour les violations de l'article 2.3 (Refus de se soumettre ou fait de ne pas se soumettre à un prélèvement d'*échantillon*) ou de l'article 2.5 (*Falsification* ou *tentative de falsification du contrôle du dopage*), la période de *suspension* applicable sera de deux (2) ans, à moins que les conditions prévues à l'articles 10.5 ou à l'article 10.6 ne soient remplies.

10.3.2 Pour les violations de l'article 2.7 (*Trafic* ou *tentative de trafic*) ou 2.8 (Administration ou *tentative d'administration d'une substance interdite* ou *méthode interdite*), la période de suspension imposée sera d'au moins quatre (4) ans et pourra aller jusqu'à la *suspension* à vie, à moins que les conditions prévues à l'article 10.5 ne soient remplies. Une violation des règles antidopage impliquant un *mineur* sera considérée comme une infraction particulièrement grave et, si elle implique le *personnel d'encadrement du sportif* pour des violations autres que celles liées à des

substances spécifiées, une telle infraction entraînera une *suspension* à vie du *personnel d'encadrement du sportif* en cause. De plus, les violations importantes des articles 2.7 ou 2.8 qui sont également susceptibles d'aller à l'encontre de lois et règlements non liés au sport devront être signalées aux autorités administratives, professionnelles ou judiciaires compétentes.

Commentaire sur l'article 10.3.2 : Les personnes impliquées dans le dopage des sportifs ou dans sa dissimulation doivent faire l'objet de sanctions plus sévères que celles imposées aux sportifs dont les tests s'avèrent positifs. Étant donné que l'autorité des organisations sportives se limite généralement aux sanctions sportives telles que la suspension de l'accréditation, du statut de membre ou d'autres avantages, le signalement des cas de violation de la part du personnel d'encadrement du sportif aux autorités compétentes constitue une mesure importante dans la dissuasion du dopage.

10.3.3 Pour les violations de l'article 2.4 (Violation des exigences applicables en matière de disponibilité des *sportifs* pour les *contrôles hors compétition*), la période de *suspension* sera d'au moins un (1) an et d'au plus deux (2) ans, selon la gravité de la faute du *sportif*.

Commentaire sur l'article 10.3.3 : La sanction en vertu de l'article 10.3.3 sera de deux ans lorsque trois manquements aux obligations relatives à la localisation ou aux contrôles manqués seront inexcusables. Sinon, la sanction prononcée variera entre deux ans et un an, selon les circonstances du cas d'espèce.

10.4. Annulation ou réduction de la période de *suspension* liée à des *substances spécifiées* dans certaines circonstances

Lorsqu'un *sportif* ou une autre *personne* peut établir de quelle manière une *substance spécifiée* s'est retrouvée dans son organisme ou en sa possession, et que cette *substance spécifiée* ne visait pas à améliorer la performance du sportif ni à masquer l'*usage* d'une *substance* améliorant la performance, la période de *suspension* prévue à l'article 10.2 sera remplacée par ce qui suit :

Première violation :

Au moins une réprimande, mais sans période de *suspension* interdisant la participation aux manifestations futures, et au maximum deux (2) ans de *suspension*.

Pour justifier l'annulation ou la réduction, le *sportif* ou l'autre *personne* doit produire des preuves à l'appui de ses dires et établir, à la satisfaction de l'instance d'audition, l'absence d'intention d'améliorer la performance sportive ou de masquer l'*usage* d'une *substance* améliorant la performance. La gravité de la *faute du sportif* ou de l'autre *personne* sera le critère applicable pour l'examen de toute réduction de la période de *suspension*.

Commentaire sur l'article 10.4 : Les substances spécifiées telles qu'elles sont dorénavant définies à l'article 4.2.2 ne sont pas nécessairement des agents de moindre gravité que les autres substances interdites en matière de dopage dans le sport (un stimulant figurant dans la Liste à titre de substance spécifiée, par exemple, pourrait être très efficace pour un sportif en compétition). C'est pourquoi le sportif qui ne remplit pas les critères prévus dans cet article se verrait imposer une suspension de deux ans et pourrait être passible d'une suspension maximale de quatre ans aux termes de l'article 10.6. Toutefois, il est plus vraisemblable que la présence de substances spécifiées, par opposition aux autres substances interdites, puisse s'expliquer par une cause crédible non liée au dopage.

Cet article s'applique seulement dans les cas où l'instance d'audition est satisfaite, eu égard aux circonstances objectives entourant l'affaire, que le sportif, lorsqu'il a absorbé la substance interdite, n'avait pas l'intention d'améliorer sa performance sportive. Le type de circonstances objectives dont la combinaison pourrait satisfaire l'instance d'audition de l'absence d'intention d'amélioration de la performance comprendrait, par exemple : le



fait que la nature de la substance spécifiée ou le moment de son ingestion n'aurait pas été bénéfique pour le sportif; l'usage non dissimulé ou la déclaration d'usage de la substance spécifiée par le sportif; et un dossier médical récent corroborant le fait que la substance spécifiée fait l'objet d'une ordonnance médicale non liée au sport. En règle générale, plus le potentiel d'amélioration de la performance est grand, plus la charge de la preuve imposée au sportif en ce qui concerne l'absence d'intention d'amélioration de la performance sportive est élevée.

L'absence d'intention d'amélioration de la performance sportive doit être établie à la satisfaction de l'instance d'audition, mais le sportif peut établir comment la substance spécifiée s'est retrouvée dans son organisme par la prépondérance des probabilités.

Lors de l'examen du degré de faute du sportif ou de l'autre personne, les circonstances examinées doivent être précises et être pertinentes pour expliquer l'écart du sportif ou de l'autre personne par rapport à la norme de conduite attendue. Ainsi, par exemple, le fait que le sportif perde la possibilité de gagner d'importantes sommes d'argent pendant une période de suspension ou le fait que la carrière du sportif tire à sa fin, ou encore les contraintes du calendrier des compétitions, ne seraient pas des facteurs pertinents aux fins de la réduction de la période de suspension aux termes de cet article. Il est prévu que la période de suspension ne soit annulée entièrement que dans les cas les plus exceptionnels.

10.5 Annulation ou réduction de la période de suspension basée sur des circonstances exceptionnelles

10.5.1 Absence de faute ou de négligence

Lorsqu'un *sportif* établit dans un cas particulier l'absence de *faute ou de négligence* de sa part, la période de *suspension* applicable sera annulée.

Lorsqu'une *substance interdite, ses métabolites ou ses marqueurs* sont décelés dans un *échantillon* d'un *sportif* en violation de l'article 2.1 (Présence d'une *substance interdite, de ses métabolites ou de ses marqueurs* dans un *échantillon* fourni par le *sportif*), le *sportif* devra également démontrer comment la *substance interdite* s'est retrouvée dans son organisme pour que la période de *suspension* soit éliminée. En cas d'application du présent article et de l'élimination de la période de *suspension* applicable, la violation des règles antidopage ne sera pas considérée comme une violation dans la détermination de la période de *suspension* s'appliquant aux cas de violations multiples en vertu de l'article 10.7.

10.5.2 Absence de faute ou de négligence significative

Si un *sportif* ou une autre *personne* établit, dans un cas particulier, l'*absence de faute ou de négligence significative* de sa part, la période de *suspension* pourra alors être réduite. Cependant, la période de *suspension* réduite ne pourra être inférieure à la moitié de la période de *suspension* qui aurait dû normalement s'appliquer. Lorsque la période de *suspension* qui aurait dû s'appliquer est une *suspension à vie*, la période de *suspension* réduite appliquée en vertu de cet article ne pourra être inférieure à huit (8) ans. Lorsqu'une *substance interdite, ses marqueurs ou ses métabolites* sont détectés dans l'*échantillon* d'un *sportif* en violation de l'article 2.1 (Présence d'une *substance interdite, de ses métabolites ou de ses marqueurs* dans un *échantillon* fourni par le *sportif*), le *sportif* devra également établir comment cette substance a pénétré dans son organisme afin de pouvoir bénéficier d'une réduction de la période de *suspension*.

Commentaire sur les articles 10.5.1 et 10.5.2 : Les règles antidopage des FI prévoient la possibilité d'annulation ou de réduction de la période de suspension en cas de circonstances exceptionnelles où le sportif peut établir

l'absence de faute ou de négligence ou l'absence de faute ou de négligence significative de sa part en rapport avec la violation. Cette approche est conforme aux principes fondamentaux des droits de la personne et assure un équilibre entre les organisations antidopage qui privilégient des exceptions beaucoup plus strictes, voire l'absence d'exceptions, et les organisations en faveur d'une réduction de la suspension de deux ans en tenant compte de divers autres facteurs même lorsque le sportif a reconnu sa faute. Ces articles ne s'appliquent qu'à la fixation des sanctions; ils ne s'appliquent pas à la question de savoir si une violation des règles antidopage est survenue. L'article 10.5.2 peut être appliqué à toute violation des règles antidopage, même s'il est particulièrement difficile de remplir les critères imposés pour une réduction de sanction dans les cas de violations des règles antidopage pour lesquelles le fait d'avoir connaissance de la violation entre en ligne de compte.

Les articles 10.5.1 et 10.5.2 ne trouvent application que dans les cas où les circonstances sont véritablement exceptionnelles et non dans la grande majorité des cas.

Afin d'illustrer le mécanisme d'application de l'article 10.5.1, un exemple d'absence de faute ou de négligence qui entraînerait l'annulation totale de la sanction pourrait être le cas d'un sportif qui prouve que, malgré toutes les précautions prises, il est la victime d'un sabotage de la part d'un concurrent. Dans le même ordre d'idées, une sanction ne pourrait pas être annulée entièrement en raison de l'absence de faute ou de négligence dans les circonstances suivantes : a) un résultat d'analyse anormal s'est produit en raison d'une erreur d'étiquetage ou d'une contamination de compléments alimentaires ou de vitamines (les sportifs sont responsables des produits qu'ils ingèrent (article 2.1.1) et ont été mis en garde quant à la possibilité de contamination des compléments); b) une substance interdite est administrée à un sportif par son médecin traitant ou son entraîneur sans que le sportif en ait été informé (les sportifs sont responsables du choix de leur personnel médical, et il leur incombe d'informer celui-ci de l'interdiction pour eux de recevoir toute substance interdite); et c) le sabotage d'un aliment ou d'une boisson consommés par le sportif par son(sa) conjoint(e), son entraîneur ou toute autre personne dans le cercle des connaissances du sportif (les sportifs sont responsables de ce qu'ils ingèrent et du comportement des personnes à qui ils confient la responsabilité de leur nourriture et de leurs boissons). Cependant, en fonction de faits exceptionnels se rapportant à un cas particulier, tous ces exemples pourraient entraîner une sanction allégée pour cause d'absence de faute ou de négligence significative. (Par exemple, un allègement pourrait être fondé dans l'exemple a) si le sportif parvenait à démontrer que le résultat d'analyse anormal est dû à une contamination d'une multi-vitamine courante achetée auprès d'une source n'ayant aucun lien avec des substances interdites et que, par ailleurs, il a exercé une grande vigilance pour ne pas consommer d'autres compléments alimentaires.)

Lors de l'examen de la faute du sportif ou de l'autre personne en vertu des articles 10.5.1 et 10.5.2, les preuves soumises doivent être spécifiques et pertinentes pour expliquer l'écart du sportif ou de l'autre personne par rapport à la norme de conduite attendue. Ainsi, par exemple, le fait que le sportif perde la possibilité de gagner d'importantes sommes d'argent pendant une période de suspension ou le fait que la carrière du sportif tire à sa fin, ou encore les contraintes du calendrier des compétitions, ne seraient pas des facteurs pertinents aux fins de la réduction de la période de suspension aux termes de cet article.

Bien que les mineurs ne bénéficient d'aucun traitement spécial en soi au moment de la détermination de la sanction applicable, il n'en demeure pas moins que la jeunesse et le manque d'expérience sont des facteurs pertinents à prendre en considération pour déterminer la faute du sportif ou de l'autre personne en vertu de l'article 10.5.2, de même que des articles 10.4 et 10.5.1.

L'article 10.5.2 ne devrait pas s'appliquer dans les cas où les articles 10.3.3 ou 10.4 s'appliquent, car ces articles tiennent déjà compte de la gravité de la faute du sportif ou de l'autre personne aux fins de l'établissement de la période de suspension applicable.

10.5.3 Aide substantielle fournie dans la découverte ou la détermination de violations des règles antidopage

Le Président de l'ISMF peut, avant une décision finale en appel, en vertu de l'article 13, ou l'expiration du délai d'appel, assortir du sursis une partie de la période de *suspension* dans le cas particulier où un sportif ou une autre personne a fourni une *aide substantielle* à une *organisation antidopage*, à un tribunal pénal ou à un organisme disciplinaire professionnel, permettant ainsi à l'*organisation antidopage* de découvrir ou d'établir une violation des règles antidopage commise par une autre

personne ou amenant un tribunal pénal ou un organisme disciplinaire à découvrir ou à prouver une infraction pénale ou la violation de règles professionnelles de la part d'une autre *personne*. Après une décision finale en appel en vertu de l'article 13 ou l'expiration du délai d'appel, l'**ISMF** ne peut assortir du sursis une partie de la période de *suspension* applicable qu'avec l'approbation de l'**AMA**. La mesure dans laquelle la période de *suspension* applicable peut être assortie du sursis dépend de la gravité de la violation des règles antidopage commise par le *sportif* ou l'autre *personne* et de l'importance de l'aide substantielle fournie par le sportif ou l'autre personne dans le cadre des efforts déployés dans la lutte antidopage dans le sport. Pas plus des trois quarts de la période de *suspension* applicable ne peuvent être assortis du sursis. Si la période de *suspension* applicable est une *suspension* à vie, la période non assortie du sursis en vertu de cet article doit être d'au moins huit (8) ans. Si l'**ISMF** assortit du sursis une partie de la période de *suspension* en vertu de cet article, l'**ISMF** doit fournir sans délai une justification écrite de sa décision à chaque *organisation antidopage* ayant le droit de faire appel de cette décision. Si l'**ISMF** révoque par la suite le sursis ou une partie du sursis parce que le *sportif* ou l'autre *personne* n'a pas fourni l'aide substantielle prévue, le *sportif* ou l'autre *personne* peut faire appel de cette révocation conformément à l'article 13.2.

Commentaire sur l'article 10.5.3 : La collaboration des sportifs, du personnel d'encadrement du sportif et d'autres personnes qui reconnaissent leurs erreurs et sont disposés à faire la lumière sur d'autres violations des règles antidopage est importante pour assainir le sport.

Parmi les facteurs à prendre en compte dans l'évaluation de l'aide substantielle, on compte, par exemple, le nombre de personnes impliquées, leur statut dans le sport, le fait qu'un trafic aux termes de l'article 2.7 ou une administration aux termes de l'article 2.8 soit en cause ou non, et le fait que la violation porte ou non sur une substance ou une méthode qui n'est pas facilement décelable dans un contrôle. La réduction maximale de la période de suspension ne pourra être appliquée que dans des cas tout à fait exceptionnels. Un autre facteur à prendre en compte pour évaluer la gravité de la violation des règles antidopage est l'avantage dont la personne fournissant l'aide substantielle peut encore vraisemblablement bénéficier, sur le plan de l'amélioration de la performance. À titre général, plus l'aide substantielle est fournie tôt dans le processus de gestion des résultats, plus la proportion de la période de suspension pouvant être assortie du sursis est élevée.

Si le sportif ou l'autre personne soupçonné de violation des règles antidopage demande l'octroi d'un sursis en vertu de cet article en relation avec la renonciation du sportif ou de l'autre personne à une audience en vertu de l'article 8.3 (Renonciation à l'audience), la FI déterminera s'il y a lieu d'assortir du sursis une partie de la période de suspension en vertu de cet article. Si le sportif ou l'autre personne demande l'octroi du sursis avant la conclusion d'une audience en vertu de l'article 8 portant sur la violation des règles antidopage, l'instance d'audition devra déterminer s'il y a lieu d'assortir du sursis une partie de la période de suspension en vertu de cet article en même temps qu'elle se prononcera sur le fait que le sportif ou l'autre personne a commis une violation des règles antidopage. Si une partie de la période de suspension est assortie du sursis, la décision doit expliquer en quoi l'information fournie était crédible et importante pour la découverte ou l'établissement de la violation des règles antidopage ou d'une autre infraction. Si le sportif ou l'autre personne demande l'octroi d'un sursis après qu'une décision finale non susceptible d'appel en vertu de l'article 13 a été rendue, concluant à la violation des règles antidopage, mais que le sportif ou l'autre personne est encore suspendu, le sportif ou l'autre personne peut demander à la FI d'examiner la possibilité d'octroyer un sursis en vertu de cet article. Tout sursis doit être approuvé par l'AMA. Si une condition ayant motivé l'octroi du sursis n'est pas remplie, la FI devra le révoquer. Les décisions rendues par les FI en vertu de cet article peuvent faire l'objet d'un appel en vertu de l'article 13.2.

Il s'agit du seul cas prévu dans les règles antidopage des FI où l'octroi d'un sursis est autorisé.

10.5.4 Admission d'une violation des règles antidopage en l'absence d'autre preuve

Lorsqu'un *sportif* ou une autre *personne* avoue volontairement avoir commis une violation des règles antidopage avant d'avoir été notifié d'un prélèvement d'échantillon

susceptible d'établir une violation des règles antidopage (ou, dans le cas d'une violation des règles antidopage autre que l'article 2.1, avant d'avoir été notifié conformément à l'article 7 de la violation admise), et que cette admission est la seule preuve fiable de la violation au moment où elle est faite, la période de *suspension* peut être réduite, mais pas en de ça de la moitié de la période de *suspension* applicable normalement.

Commentaire sur l'article 10.5.4 : Cet article vise les cas où un sportif ou une autre personne avoue spontanément une violation des règles antidopage dans des circonstances où aucune organisation antidopage n'était au courant de la violation. Il ne s'applique pas dans les circonstances où l'admission est faite après que le sportif ou l'autre personne aura soupçonné que ses agissements sont sur le point d'être découverts.

10.5.5 Cas d'un *sportif* ou d'une autre *personne* qui établit son droit à une réduction de la sanction en vertu de plus d'une disposition de cet article

Avant toute réduction ou imposition d'un sursis déterminée en vertu des articles 10.5.2, 10.5.3 ou 10.5.4, la période de *suspension* applicable devra être établie conformément aux articles 10.2, 10.3, 10.4 et 10.6. Si le *sportif* ou l'autre *personne* établit son droit à la réduction ou au sursis en vertu d'au moins deux articles parmi les articles 10.5.2, 10.5.3 ou 10.5.4, la période de *suspension* peut être réduite ou assortie du sursis, mais pas en de ça du quart de la période de *suspension* applicable normalement.

Commentaire sur l'article 10.5.5 : La sanction appropriée est déterminée en quatre étapes. D'abord, l'instance d'audition détermine la sanction standard (article 10.2, article 10.3, article 10.4 ou article 10.6) s'appliquant à la violation des règles antidopage en question. Dans un deuxième temps, l'instance d'audition établit s'il y a ou non matière à sursis, à annulation ou à réduction de la sanction (articles 10.5.1 à 10.5.4). Cependant les motifs de sursis, d'annulation ou de réduction ne peuvent pas tous être combinés avec les dispositions relatives aux sanctions standard. Par exemple, l'article 10.5.2 ne s'applique pas dans les cas visés par les articles 10.3.3 et 10.4, puisque l'instance d'audition aura déjà déterminé la période de suspension en vertu des articles 10.3.3 et 10.4 en fonction de la gravité de la faute du sportif ou de l'autre personne. Dans un troisième temps, l'instance d'audition détermine, en vertu de l'article 10.5.5, si le sportif ou l'autre personne a droit à une annulation, une réduction, ou un sursis en vertu de plus d'une disposition de l'article 10.5. Enfin, l'instance d'audition décide du début de la période de suspension en vertu de l'article 10.9. Les quatre exemples suivants illustrent la séquence applicable :

Exemple 1.

Les faits : Un résultat d'analyse anormal est lié à la présence d'un stéroïde anabolisant; le sportif avoue sans délai la violation des règles antidopage alléguée; le sportif établit l'absence de faute significative (article 10.5.2); et le sportif fournit une aide substantielle (article 10.5.3).

Application de l'article 10 :

1. La sanction de base serait de deux ans en vertu de l'article 10.2. (On ne tiendrait pas compte des circonstances aggravantes (article 10.6) parce que le sportif a avoué l'infraction sans délai. L'article 10.4 ne s'appliquerait pas parce qu'un stéroïde n'est pas une substance spécifiée.)
2. En raison de l'absence de faute significative, la sanction pourrait être réduite d'un maximum de la moitié des deux ans. En raison de l'aide substantielle fournie, la sanction pourrait être réduite d'un maximum des trois quarts des deux ans.
3. En vertu de l'article 10.5.5, considérant la possibilité d'une réduction à la fois pour absence de faute significative et pour aide substantielle, la réduction maximale de la sanction pourrait être des trois quarts des deux ans. Par conséquent, la sanction minimale serait une suspension de six mois.
4. En vertu de l'article 10.9.2, parce que le sportif a avoué sans délai la violation de règles antidopage, la période de suspension pourrait commencer dès la date du prélèvement de l'échantillon, mais le sportif devrait

dans tous les cas accomplir au moins la moitié de la période de suspension (minimum de trois mois) après la date de la décision rendue.

Exemple 2.

Les faits : Un résultat d'analyse anormal est lié à la présence d'un stéroïde anabolisant; il existe des circonstances aggravantes et le sportif est incapable d'établir qu'il n'a pas commis la violation des règles antidopage sciemment; le sportif n'avoue pas rapidement la violation des règles antidopage alléguée; toutefois, le sportif fournit une importante aide substantielle (article 10.5.3).

Application de l'article 10 :

1. La sanction de base serait une suspension de deux à quatre ans en vertu de l'article 10.6.
2. En raison de l'aide substantielle fournie, la sanction maximale de 4 ans pourrait être réduite au maximum de trois quarts.
3. L'article 10.5.5 ne s'applique pas.
4. En vertu de l'article 10.9.2, la période de suspension commencerait à la date de la décision.

Exemple 3.

Les faits : Un résultat d'analyse anormal est lié à la présence d'une substance spécifiée; le sportif établit de quelle façon la substance spécifiée s'est retrouvée dans son organisme, ainsi que le fait qu'il n'avait pas l'intention d'améliorer sa performance sportive; le sportif établit que sa faute était très légère; et le sportif fournit une importante aide substantielle (article 10.5.3).

Application de l'article 10 :

1. Parce que le résultat d'analyse anormal était lié à une substance spécifiée et que le sportif a satisfait aux autres conditions de l'article 10.4, la sanction de base irait d'une réprimande à une suspension de deux ans. L'instance d'audition tiendrait compte de la faute du sportif dans l'imposition d'une sanction située dans cette fourchette. (On suppose, pour illustrer cet exemple, que l'instance d'audition imposerait sinon une suspension de huit mois.)
2. En raison de l'aide substantielle fournie, la sanction pourrait être réduite d'un maximum des trois quarts des huit mois. (Au moins deux mois.) [L'absence de faute significative (article 10.2) ne s'appliquerait pas parce qu'on a déjà tenu compte de la gravité de la faute du sportif dans l'établissement de la période de suspension de huit mois à l'étape 1.]
3. L'article 10.5.5 ne s'applique pas.
4. En vertu de l'article 10.9.2, parce que le sportif a avoué sans délai la violation des règles antidopage, la période de suspension pourrait commencer dès la date du prélèvement de l'échantillon, mais le sportif devrait dans tous les cas accomplir au moins la moitié de la période de suspension après la date de la décision. (Minimum d'un mois.)

Exemple 4.

Les faits : Un sportif qui n'a jamais eu de résultat d'analyse anormal et n'a jamais été soupçonné de violation des règles antidopage avoue spontanément qu'il a fait usage volontairement de multiples substances interdites afin d'améliorer sa performance. Le sportif fournit aussi une aide substantielle (article 10.5.3).

Application de l'article 10 :

1. Bien que l'usage intentionnel de multiples substances interdites dans un but d'amélioration de la performance constitue une circonstance aggravante (article 10.6), l'aveu spontané du sportif élimine l'application de l'article 10.6. Le fait que l'usage des substances interdites par le sportif visait à améliorer la performance ne permettra pas non plus l'application de l'article 10.4, peu importe que les substances interdites utilisées aient été ou non des substances spécifiées. Par conséquent, l'article 10.2 s'appliquerait, et la période de suspension de base imposée serait de deux ans.
2. En raison des aveux spontanés du sportif (article 10.5.4), la période de suspension pourrait être réduite d'un maximum de la moitié des deux ans. En raison de l'aide substantielle fournie par le sportif (article 10.5.3), la période de suspension pourrait être réduite d'un maximum des trois quarts des deux ans.

3. En vertu de l'article 10.5.5, considérant à la fois l'admission spontanée et l'aide substantielle, la réduction maximale de la sanction pourrait être des trois quarts des deux ans. (La période minimale de suspension serait de six mois.)

4. Si l'instance d'audition tenait compte de l'article 10.5.4 pour en arriver à la période de suspension minimale de six mois à l'étape 3, la période de suspension commencerait à la date à laquelle l'instance d'audition a imposé la sanction. Par contre, si l'instance d'audition n'a pas appliqué l'article 10.5.4 de manière à réduire la période de suspension à l'étape 3, alors, en vertu de l'article 10.9.2, la période de suspension pourrait commencer dès la date à laquelle la violation des règles antidopage a été commise, pourvu qu'au moins la moitié de cette période de suspension (minimum de trois mois) ait été purgée après la date de la décision.

10.6 Circonstances aggravantes pouvant augmenter la période de suspension

Si l'ISMF établit, dans un cas particulier portant sur une violation des règles antidopage qui n'est pas prévue à l'article 2.7 (*Trafic ou tentative de trafic*) ou à l'article 2.8 (*Administration ou tentative d'administration*), qu'il existe des circonstances aggravantes justifiant l'imposition d'une période de *suspension* supérieure à la sanction standard, la période de *suspension* applicable sera portée à un maximum de quatre (4) ans, à moins que le sportif ou l'autre personne ne puisse prouver à la satisfaction de l'instance d'audition qu'il ou elle n'a pas violé la règle antidopage sciemment.

Le *sportif* ou l'autre *personne* peut éviter l'application de cet article en avouant la violation des règles antidopage alléguée sans délai après que cette personne en aura été accusée par l'ISMF.

Commentaire sur l'article 10.6 : Exemples de circonstances aggravantes pouvant justifier l'imposition d'une période de suspension plus longue que la sanction standard : le sportif ou l'autre personne a commis la violation des règles antidopage dans le cadre d'un plan ou programme de dopage, qu'il a réalisé seul ou dans le cadre d'une conspiration en vue de commettre des violations des règles antidopage; le sportif ou l'autre personne a employé ou possédé plusieurs substances interdites ou méthodes interdites, ou une substance interdite ou une méthode interdite, en plusieurs occasions; un individu normal aurait toutes les chances de jouir des effets d'amélioration de la performance résultant de la ou des violations des règles antidopage au-delà de la période de suspension applicable; le sportif ou l'autre personne s'est livré à une conduite trompeuse ou obstructive afin d'éviter la découverte de l'existence d'une violation des règles antidopage ou des conclusions en ce sens.

Pour dissiper tout doute, les exemples de circonstances aggravantes décrites dans ce commentaire sur l'article 10.6 ne sont pas exclusifs et d'autres facteurs aggravants peuvent aussi justifier l'imposition d'une période de suspension plus longue. Les violations en application de l'article 2.7 (Trafic ou tentative de trafic) et 2.8 (Administration ou tentative d'administration) ne sont pas visées par l'article 10.6, les sanctions relatives à ces violations (de quatre ans à une suspension à vie) comportant déjà une marge suffisante permettant de tenir compte de toute circonstance aggravante.

10.7 Violations multiples

10.7.1 Deuxième violation des règles antidopage

Dans le cas d'une première violation des règles antidopage par un *sportif* ou une autre *personne*, la période de *suspension* est indiquée aux articles 10.2 et 10.3 (sous réserve d'annulation, de réduction ou de sursis en vertu des articles 10.4 ou 10.5 ou d'augmentation en vertu de l'article 10.6). Dans le cas d'une deuxième violation des règles antidopage, la période de *suspension* se situera dans la fourchette indiquée dans le tableau présenté ci-dessous.

2eme violation	RS	MLCM	AFNS	St	SA	TRA
1 ^{ère} violation						
RS	1-4	2-4	2-4	4-6	8-10	10-à vie
MLCM	1-4	4-8	4-8	6-8	10-à vie	à vie
AFNS	1-4	4-8	4-8	6-8	10-à vie	à vie
St	2-4	6-8	6-8	8-à vie	à vie	à vie
SA	4-5	10-à vie	10-à vie	à vie	à vie	à vie
TRA	8-à vie	à vie	à vie	à vie	à vie	à vie

Légendes des abréviations figurant dans le tableau relatif à la deuxième violation des règles antidopage :

RS (Réduction de sanction pour substance spécifiée en vertu de l'article 10.4) : La violation des règles antidopage a été ou devrait être l'objet d'une sanction réduite en vertu de l'article 10.4 parce qu'elle portait sur une *substance spécifiée* et que les autres conditions prévues à l'article 10.4 ont été remplies.

MLCM (Manquements à l'obligation de transmission d'informations sur la *localisation et/ou contrôles manqués*) : La violation des règles antidopage a été ou devrait être l'objet d'une sanction en vertu de l'article 10.3.3 (Manquements à l'obligation de transmission d'informations sur la *localisation et/ou contrôles manqués*).

AFNS (Réduction de sanction pour absence de faute ou de négligence significative) : La violation des règles antidopage a été ou devrait être l'objet d'une sanction réduite en vertu de l'article 10.5.2, le sportif ayant prouvé l'absence de faute ou de négligence significative de sa part en vertu de l'article 10.5.2.

St (Sanction standard en vertu des articles 10.2 ou 10.3.1) : La violation des règles antidopage a été ou devrait être l'objet de la sanction standard de deux (2) ans en vertu des articles 10.2 ou 10.3.1.

SA (Sanction aggravée) : La violation des règles antidopage a été ou devrait être l'objet d'une sanction aggravée en vertu de l'article 10.6 parce que l'organisation antidopage a établi l'existence des conditions énoncées à l'article 10.6.

TRA (*Trafic ou tentative de trafic et administration ou tentative d'administration*) : La violation des règles antidopage a été ou devrait être l'objet d'une sanction en vertu de l'article 10.3.2 pour cause de trafic ou d'administration.

Commentaire sur l'article 10.7.1 : Pour utiliser le tableau, on identifie d'abord la première violation des règles antidopage par le sportif ou l'autre personne dans la colonne de gauche, puis on se déplace vers la droite jusqu'à la colonne représentant la deuxième violation. Par exemple, supposons qu'un sportif reçoive la période de suspension standard comme sanction d'une première violation en vertu de l'article 10.2 et commette ensuite une deuxième violation pour laquelle il reçoit une sanction réduite pour une substance spécifiée en vertu de l'article 10.4. Le tableau sert à déterminer la période de suspension applicable à la deuxième violation. Dans cet exemple, on commence dans la colonne de gauche du tableau et on descend jusqu'à la quatrième ligne du tableau, soit « St » pour sanction standard, puis on se déplace jusqu'à la première colonne, « RS », pour réduction de sanction pour substance spécifiée, ce qui donne une fourchette de 2 à 4 ans comme période de



suspension pour la deuxième violation. La gravité de la faute du sportif ou de l'autre personne est le critère servant à déterminer la période de suspension dans la fourchette applicable.

Commentaire sur l'article 10.7.1 : Définition de RS : Voir l'article 25.4 au sujet de l'application de l'article 10.7.1 aux violations des règles antidopage commises avant l'application du Code.

10.7.2 Application des articles 10.5.3 et 10.5.4 à une deuxième violation des règles antidopage

Lorsqu'un *sportif* ou une autre *personne* qui commet une deuxième violation des règles antidopage établit son droit au sursis ou à la réduction d'une partie de la période de *suspension* en vertu de l'article 10.5.3 ou de l'article 10.5.4, l'instance d'audition doit d'abord déterminer la période de *suspension* applicable dans la fourchette établie dans le tableau figurant à l'article 10.7.1, puis appliquer le sursis ou la réduction appropriée de la période de *suspension*. La période de *suspension* à accomplir, après l'application du sursis ou de la réduction prévue en vertu des articles 10.5.3 et 10.5.4, doit représenter au moins le quart de la période de *suspension* normalement applicable.

10.7.3 Troisième violation des règles antidopage

Une troisième violation des règles antidopage entraînera toujours une *suspension* à vie, à moins que la troisième violation ne remplisse la condition fixée pour l'annulation ou la réduction de la période de *suspension* en vertu de l'article 10.4, ou qu'elle ne porte sur une violation de l'article 2.4 (*Manquements à l'obligation de transmission d'informations sur la localisation et/ou contrôles manqués*). Dans ces cas particuliers, la période de *suspension* variera entre huit (8) ans et une *suspension* à vie.

10.7.4 Règles additionnelles applicables en cas de violations multiples

10.7.4.1 Aux fins de l'imposition de sanctions en vertu de l'article 10.7, une violation des règles antidopage sera considérée comme une deuxième violation seulement si l'**ISMF** (ou sa *fédération nationale*) peut établir que le sportif ou l'autre personne a commis la deuxième violation des règles antidopage après avoir reçu notification, conformément à l'article 7 (Gestion des résultats), de la première infraction, ou après que l'**ISMF** (ou sa *fédération nationale*) a raisonnablement tenté de notifier la première violation. Si l'**ISMF** ou la *fédération nationale* ne peut établir ce fait, les violations doivent être considérées ensemble comme une unique et première violation et la sanction imposée reposera sur la violation entraînant la sanction la plus sévère. On pourra toutefois tenir compte de la perpétration de violations multiples dans la détermination de circonstances aggravantes (article 10.6).

10.7.4.2 Si, après avoir établi une première violation des règles antidopage, l'**ISMF** découvre des faits concernant une violation des règles antidopage par le sportif ou l'autre personne survenue avant la notification de la première violation, l'**ISMF** imposera une sanction additionnelle en fonction de la sanction qui aurait pu être imposée si les deux violations avaient été sanctionnées au même moment. Les résultats obtenus dans les compétitions remontant à la première violation des règles antidopage seront annulés conformément à l'article 10.8. Pour éviter la prise en compte des circonstances aggravantes (article 10.6) en raison de la violation commise antérieurement mais découverte plus tard, le sportif ou l'autre

personne doit avouer volontairement la violation antérieure des règles antidopage sans délai après avoir reçu notification de l'infraction signalée dans la première accusation. La même règle s'appliquera également si l'**ISMF** découvre des faits concernant une autre violation antérieure après la résolution de la deuxième violation des règles antidopage.

Commentaire sur l'article 10.7.4 : Prenons le cas hypothétique d'un sportif qui commet, le 1^{er} janvier 2008, une violation des règles antidopage que la FI ne découvre que le 1^{er} décembre 2008. Entre-temps, le sportif commet une autre violation des règles antidopage le 1^{er} mars 2008, la FI le notifie de cette violation le 30 mars 2008 et une instance d'audition conclut le 30 juin 2008 que le sportif a commis le 1^{er} mars 2008 une violation des règles antidopage. La violation découverte plus tard qui est survenue le 1^{er} janvier 2008 entraînera des circonstances aggravantes parce que le sportif n'a pas avoué volontairement l'infraction sans délai après avoir été notifié de l'infraction ultérieure le 30 mars 2008.

10.7.5 Violations multiples des règles antidopage pendant une période de huit ans

Aux fins de l'article 10.7, chaque violation des règles antidopage doit survenir pendant la même période de huit (8) ans pour que les infractions soient considérées comme des violations multiples.

10.8 **Annulation de résultats obtenus dans des compétitions postérieures au prélèvement ou à la perpétration de la violation des règles antidopage**

En plus de l'annulation automatique des résultats obtenus à la *compétition* au cours de laquelle un *échantillon* positif a été recueilli, en vertu de l'article 9 (Annulation automatique des résultats individuels), tous les autres résultats obtenus en *compétition* à compter de la date de la collecte de l'*échantillon* positif (en compétition ou hors compétition) ou de la perpétration d'une autre violation des règles antidopage seront annulés, avec toutes les *conséquences* qui en résultent, incluant le retrait de l'ensemble des médailles, points et prix, jusqu'au début de la *suspension* provisoire ou de la *suspension*, à moins qu'un autre traitement ne se justifie pour des raisons d'équité.

10.8.1 Avant de pouvoir revenir à la compétition après avoir été jugé coupable de violation des règles antidopage, le sportif devra rembourser tous les gains qui lui ont été retirés en vertu de cet article.

10.8.2 Allocation des gains retirés

Les gains retirés sont alloués d'abord au remboursement des frais de recouvrement de l'*organisation antidopage* qui aura pris les mesures nécessaires afin de recouvrer le montant du gain, puis au remboursement des frais de l'*organisation antidopage* ayant effectué la gestion des résultats. S'il reste des fonds, ceux-ci sont alloués conformément aux règles de l'ISMF.

Commentaire sur l'article 10.8.2 : Rien dans les règles antidopage de la FI n'empêche les sportifs ou autres personnes « propres » ayant subi un préjudice suite aux actes d'une personne ayant commis une violation des règles antidopage, de faire valoir tout droit qu'ils pourraient par ailleurs exercer en matière de poursuite en dommages-intérêts contre cette personne.

10.9 Début de la période de suspension

Sauf dans les cas prévus ci-dessous, la période de *suspension* commencera à la date de la décision de l'instance d'audition ou, en cas de renonciation à l'audience, à la date où la *suspension* a été acceptée ou imposée.

10.9.1 Retards non imputables au *sportif* ou autre *personne*

En cas de retards considérables dans la procédure d'audition ou d'autres aspects du contrôle du dopage non attribuables au sportif ou à l'autre personne, l'**ISMF** ou l'organisation antidopage imposant la sanction pourra faire débuter la période de *suspension* à une date antérieure pouvant remonter à la date de la collecte de l'*échantillon* concerné ou à la date de la dernière violation des règles antidopage.

10.9.2 Aveu sans délai

Si le *sportif* ou l'autre *personne* avoue rapidement (ce qui signifie, dans tous les cas, avant sa participation à une autre *compétition*) la violation des règles antidopage après avoir été dûment informé de celle-ci par l'**ISMF**, la période de *suspension* pourra commencer dès la date à laquelle l'*échantillon* a été recueilli ou la date de la dernière violation des règles antidopage. Cependant, dans chaque cas où cet article sera appliqué, le *sportif* ou l'autre *personne* devra accomplir au moins la moitié de la période de *suspension* à compter de la date à laquelle le *sportif* ou l'autre *personne* aura accepté l'imposition d'une sanction, de la date à laquelle une décision imposant une sanction aura été rendue suite à une audience ou de la date à laquelle une sanction est autrement imposée.

Commentaire sur l'article 10.9.2 : Cet article ne s'applique pas lorsque la période de suspension a déjà été réduite en vertu de l'article 10.5.4 (Admission d'une violation des règles antidopage en l'absence d'autre preuve).

10.9.3 Si une *suspension* provisoire est imposée et est respectée par le *sportif*, cette période de suspension provisoire devra être déduite de toute période de *suspension* qui pourra lui être imposée au final.

10.9.4 Si un *sportif* accepte volontairement par écrit une *suspension* provisoire prononcée par l'**ISMF** et s'abstient ensuite de participer à des compétitions, il bénéficiera d'un crédit quant à cette période de *suspension* provisoire volontaire, en réduction de toute période de *suspension* qui pourra être imposée au final. Une copie de l'acceptation volontaire de la *suspension* provisoire du sportif sera remise rapidement à chaque partie devant être notifiée d'une violation éventuelle des règles antidopage en vertu de l'article 14.1.

Commentaire sur l'article 10.9.4 : L'acceptation volontaire d'une suspension provisoire par un sportif ne constitue pas un aveu de la part de ce dernier et ne pourra en aucun cas générer des conclusions défavorables à l'encontre du sportif.

10.9.5 Le *sportif* ne pourra bénéficier d'aucune réduction de sa période de *suspension* pour toute période antérieure à sa *suspension* provisoire ou à sa *suspension* provisoire volontaire pendant laquelle il a décidé de ne pas concourir ou a été suspendu par son équipe.

Commentaire sur l'article 10.9 : Le texte de l'article 10.9 a été révisé pour qu'il soit clair que les retards qui ne sont pas attribuables au sportif, l'aveu sans délai de la part du sportif et la suspension provisoire sont les seules justifications pour lesquelles la période de suspension peut commencer avant la date de la décision de l'instance d'audition. Cette modification corrige l'interprétation et la mise en application erronée de l'ancien texte.

10.10 Statut durant une *suspension*

10.10.1 Interdiction de participation pendant une *suspension*

Aucun *sportif* ni aucune *personne* suspendu(e) ne pourra, durant sa période de *suspension*, participer à quelque titre que ce soit à une *compétition* ou activité autorisée ou organisée par l'ISMF ou une *fédération nationale* ou un club ou une autre organisation membre d'une *Fédération Internationale* ou d'une *fédération nationale* (sauf des programmes d'éducation ou de réhabilitation antidopage autorisés), ni à des *compétitions* autorisées ou organisées par une ligue professionnelle ou une organisation responsable de *manifestations internationales ou nationales*.

Le *sportif* ou l'autre *personne* qui se voit imposer une *suspension* de plus de quatre (4) ans pourra, après quatre (4) ans de *suspension*, participer à des *manifestations sportives* locales dans un sport autre que celui relevant de la compétence de l'ISMF et de ses *fédérations nationales*, mais seulement si la manifestation sportive locale ne se déroule pas à un niveau où le sportif ou la personne en question est susceptible de se qualifier directement ou indirectement en vue d'un championnat national ou d'une *manifestation internationale* (ou d'accumuler des points en vue de sa qualification).

Le *sportif* ou l'autre *personne* à qui s'applique la suspension demeure assujetti(e) à des contrôles.

Commentaire sur l'article 10.10.1 : Par exemple, le sportif suspendu ne peut participer à un camp d'entraînement, à une démonstration ou à un entraînement organisé par sa fédération nationale ou un club membre de cette fédération nationale. De plus, le sportif suspendu ne peut participer à une compétition dans une ligue professionnelle non signataire (par ex. les ligues nationales américaines de hockey sur glace et de basket-ball, etc.), à des manifestations organisées par une organisation responsable de manifestations internationales non signataire ou une organisation responsable de manifestations nationales non signataire sans déclencher les conséquences indiquées à l'article 10.10.2. Les sanctions dans un sport seront également reconnues dans les autres sports (voir l'article 15).

10.10.2 Violation de l'interdiction de participation pendant la *suspension*

Lorsqu'un *sportif* ou une autre *personne* faisant l'objet d'une *suspension* viole l'interdiction de participation pendant la *suspension* décrite à l'article 10.10.1, les résultats de cette participation sont annulés et la période de *suspension* imposée initialement recommence à la date de l'infraction. La nouvelle période de *suspension* peut être réduite en vertu de l'article 10.5.2 si le *sportif* ou l'autre *personne* établit l'absence de *faute* ou de *négligence significative* de sa part en relation avec la violation de l'interdiction de participation. Il incombe à l'ISMF de déterminer si le *sportif* ou l'autre *personne* a ou non violé l'interdiction de participation, et s'il convient ou non de réduire la période de *suspension* conformément à l'article 10.5.2.

Commentaire sur l'article 10.10.2 : Si un sportif ou une autre personne est accusé d'avoir violé l'interdiction de participation pendant une période de suspension, la FI déterminera si le sportif ou l'autre personne a violé l'interdiction et, si tel est le cas, si le sportif ou l'autre personne a établi des faits justifiant une réduction de la



période de suspension dont le décompte a recommencé en vertu de l'article 10.5.2. Les décisions rendues par la FI en vertu de cet article peuvent faire l'objet d'un appel conformément à l'article 13.2.

Lorsque le personnel d'encadrement d'un sportif ou une autre personne aide substantiellement un sportif à violer l'interdiction de participation pendant une suspension, la FI peut légitimement imposer les sanctions prévues par ses propres règles disciplinaires en relation avec cette aide.

10.10.3 Retenue de l'aide financière pendant la *suspension*

En outre, en cas de violation des règles antidopage sans réduction de sanction pour *substances spécifiées* dont il est question à l'article 10.4, l'ISMF et sa *fédération nationale* refuseront d'accorder certains, voire la totalité, des avantages liés au statut de *sportif*, notamment l'aide financière, dont jouissait cette *personne*.

10.11 Contrôles de réhabilitation

Afin d'obtenir sa réhabilitation au terme d'une période donnée de *suspension*, un sportif doit, pendant sa *suspension* provisoire ou sa période de *suspension*, être disponible pour des contrôles hors *compétition* effectués par l'ISMF, la *fédération nationale* compétente ou toute organisation antidopage responsable de contrôles et doit satisfaire aux exigences relatives aux informations sur la localisation énoncées à l'article 11 des *Standards internationaux de contrôle*. Lorsqu'un *sportif* prend sa retraite sportive pendant une période de *suspension* et ne fait plus partie du *groupe cible de sportifs soumis aux contrôles hors compétition*, et qu'il demande ensuite sa réhabilitation, il ne pourra y être admis avant d'en avoir averti l'ISMF et la *fédération nationale* compétente et d'avoir été soumis à des contrôles hors compétition pendant une période égale [ou supérieure à : a) la période décrite à l'article 5.6, ou b)] la période de *suspension* qui restait à accomplir à la date de sa retraite sportive. Au cours d'une telle période de *suspension*, le sportif doit se soumettre à un minimum de 3 contrôles, chaque *contrôle* étant séparé d'au moins trois mois. Il incombera à la *fédération nationale* d'effectuer les *contrôles* nécessaires, mais les *contrôles* effectués par toute *organisation antidopage* pourront être utilisés pour satisfaire à cette exigence. Les résultats de ces *contrôles* seront rapportés à la l'IMFS. En outre, immédiatement avant la fin de la période de *suspension*, un *sportif* doit se soumettre à un *contrôle* hors compétition de l'ISMF sur les *substances* et *méthodes interdites*. Lorsque la période de *suspension* d'un *sportif* est terminée, et que le *sportif* a rempli les conditions de réhabilitation, le *sportif* sera alors automatiquement à nouveau admissible, et il ne sera pas nécessaire que le *sportif* ou la *fédération nationale* du *sportif* remplisse une demande à cet effet.

10.12 Imposition de sanctions financières

L'ISMF et ses instances disciplinaires *antidopage* se réservent le droit, dans leurs propres règles, d'établir des sanctions financières en cas de violation des règles antidopage. Toutefois, aucune sanction financière ne saurait justifier une réduction de la période de *suspension* ou de toute autre sanction normalement applicable en vertu du Code. Dans ce cas, l'ISMF mettrait en œuvre des règles strictes de recouvrement.

ARTICLE 11 CONSÉQUENCES POUR LES ÉQUIPES

NOTE : La possibilité ci-dessous s'adresse aux sports individuels traditionnels, mais où les sportifs concourent parfois en équipes, par exemple, les épreuves relais, (les matches de tennis en double et les compétitions



d'aviron sauf les épreuves individuelles). Il peut y avoir d'autres possibilités de classements par équipe que celles mentionnées dans ce modèle.

11.1 Si plus d'un membre d'une équipe dans un *sport d'équipe* a été notifié d'une violation des règles antidopage en vertu de l'article 7 dans le cadre d'une *manifestation*, l'organisme responsable de la *manifestation* doit réaliser un nombre approprié de *contrôles ciblés* des membres de l'équipe pendant la *durée de la manifestation*. Si plus de deux membres d'une équipe dans un *sport d'équipe* ont commis une violation des règles antidopage pendant la *durée de la manifestation*, l'organisme responsable de la *manifestation* doit imposer une sanction appropriée à l'équipe en question (par exemple, perte de points, *disqualification* d'une *compétition* ou d'une *manifestation*, ou autre sanction) en plus des *conséquences* imposées aux *sportifs* ayant commis la violation des règles antidopage.

ARTICLE 12 SANCTIONS ET COÛTS À L'ENCONTRE DES FÉDÉRATIONS NATIONALES

12.1 L'organe exécutif de l'**ISMF** peut retenir tout ou partie du financement ou toute autre aide non financière aux *fédérations nationales* qui ne se sont pas conformées aux présentes règles antidopage.

12.2 L'**ISMF** peut choisir de prendre des mesures disciplinaires supplémentaires contre les *fédérations nationales* en lien avec la reconnaissance, les conditions de participation de ses *officiels* et *sportifs* aux *manifestations internationales*, et sous la forme d'amendes, basées sur les points suivants :

12.2.1 Quatre violations ou plus des règles antidopage (autres que les violations renvoyant aux articles 2.4 et 10.3) commises par les sportifs ou d'autres personnes affiliés à la *fédération nationale* au cours d'une période de 12 mois de contrôles effectués par l'**ISMF** ou des organisations antidopage autres que la *fédération nationale* ou son *organisation nationale antidopage*.

Dans de telles circonstances, l'**ISMF** peut, à sa discrétion, décider :

- (a) d'interdire à tous les officiels de cette *fédération nationale* de participer à toute activité de la l'**ISMF** pour une période pouvant atteindre deux ans et/ou
- (b) d'imposer une amende à la *fédération nationale* d'un montant pouvant atteindre \$ 5000 US Dollars. Toute amende payée en vertu de l'article 12.3.2 sera déduite du montant de toute amende imposée en application de cette règle.

12.2.2 Si quatre violations ou plus des présentes règles antidopage (autres que les violations touchant les articles 2.4 et 10.3) sont commises en plus des violations décrites à l'article 12.3.1 par les *sportifs* ou d'autres *personnes* affiliés à une *fédération nationale* au cours d'une période de 12 mois de contrôles effectués par l'**ISMF** ou des *organisations antidopage* autres que la *fédération nationale* ou son *organisation nationale antidopage*, l'**ISMF** pourra alors suspendre l'affiliation de cette *fédération nationale* pour une période d'au plus quatre ans.

12.3 Violation des règles antidopage par plus d'un *sportif* ou autre *personne* d'une *fédération nationale* au cours d'une *manifestation internationale*. Dans un tel cas, l'**ISMF** peut

imposer une amende à cette *fédération nationale* pour un montant pouvant atteindre \$ 5000 US Dollars.

Le montant de la pénalité sera voté en Assemblée Plénière pour quatre ans sur les conseils des organes disciplinaires.

12.4 Une *fédération nationale* n'a pas fait les efforts nécessaires pour informer l'**ISMF** sur la localisation d'un *sportif* après avoir reçu une demande d'information de l'**ISMF**. Dans un tel cas, l'**ISMF** peut imposer une amende à la *fédération nationale* pour un montant pouvant atteindre \$ 5000 US Dollars par *sportif* en plus de tous les coûts supportés par l'**ISMF** pour effectuer les *contrôles des sportifs* de cette *fédération nationale*.

Le montant de la pénalité sera voté en Assemblée Plénière pour quatre ans sur les conseils des organes disciplinaires.

ARTICLE 13 APPELS

13.1 Décisions sujettes à appel

Toute décision rendue en application des présentes règles antidopage peut faire l'objet d'un appel conformément aux modalités prévues aux articles 13.2 à 13.4 ou aux autres dispositions des présentes règles antidopage. Les décisions dont il est fait appel resteront en vigueur durant la procédure d'appel, à moins que l'instance d'appel n'en décide autrement. Avant qu'un appel ne soit ouvert, toutes les possibilités d'appel de la décision prévues dans ces règles antidopage devront avoir été épuisées (sauf l'exception prévue à l'article 13.1.1).

13.1.1 L'AMA n'a pas à épuiser les recours internes

Lorsque l'AMA a le droit d'interjeter appel en vertu de l'article 13 et qu'aucune autre partie n'a fait appel d'une décision finale dans le cadre de la procédure de l'ISMF ou de sa *fédération nationale*, l'AMA peut porter cette décision en appel directement devant le TAS sans devoir épuiser les autres recours prévus dans le cadre de la procédure de l'ISMF ou de la *fédération nationale*.

Commentaire sur l'article 13.1.1 : Lorsqu'une décision a été rendue avant le dernier stade de la procédure de l'ISMF (par exemple, lors d'une première audience) et qu'aucune partie n'a décidé de porter la décision en appel à la prochaine étape de la procédure de l'ISMF (par ex. le comité directeur), l'AMA peut renoncer aux étapes suivantes de la procédure interne de l'ISMF et interjeter appel directement auprès du TAS.

13.1.2 Appels des décisions relatives aux violations des règles antidopage, conséquences et suspensions provisoires

Une décision portant sur une violation des règles antidopage, une décision imposant des conséquences à l'issue d'une violation des règles antidopage ou une décision établissant qu'aucune violation des règles antidopage n'a été commise; une décision établissant qu'une procédure en matière de violation des règles antidopage ne peut être poursuivie pour des raisons procédurales (y compris pour cause de prescription, par exemple); une décision en vertu de l'article 10.10.2 (Violation de l'interdiction de participation pendant la suspension); une décision établissant que l'ISMF ou sa *fédération nationale* n'est pas compétente pour se prononcer sur une violation présumée des règles antidopage ou sur les conséquences de celle-ci; une décision

d'une *fédération nationale* de ne pas présenter un *résultat d'analyse anormal* ou un *résultat atypique* comme une violation des règles antidopage, ou une décision de ne pas donner suite à une violation des règles antidopage après une investigation menée en vertu de l'article 7.4; peuvent être portées en appel selon les modalités strictement prévues dans le présent article 13.2.

Nonobstant toute autre disposition dans les présentes règles, la seule personne autorisée à faire appel d'une *suspension* provisoire est le *sportif* ou la *personne* à qui la *suspension* provisoire est imposée.

13.2.1 Appels liés à des *sportifs de niveau international*

Dans les cas découlant de la participation à une *manifestation internationale* ou dans les cas impliquant des *sportifs de niveau international*, la décision peut faire l'objet d'un appel uniquement devant le **TAS** et en accord avec les dispositions en vigueur auprès de ce tribunal.

Commentaire sur l'article 13.2.1 : Les décisions du TAS sont exécutoires et définitives, sauf procédure d'annulation ou de reconnaissance d'une sentence arbitrale exigée par la loi applicable.

13.2.2 Appels liés à des *sportifs de niveau national*

Dans les cas impliquant des *sportifs* qui n'ont pas de droit d'appel en vertu de l'article 13.2.1, chaque *fédération nationale* devra mettre en place un processus d'appel interne qui respectera les principes suivants : une audience dans un délai raisonnable, le droit d'être entendu par une instance d'audition équitable et impartiale; le droit pour la *personne* d'être représentée par un conseil juridique à ses propres frais; et le droit à une décision motivée et écrite dans un délai raisonnable. Les droits d'appel de l'**ISMF** concernant ces causes sont prévus à l'article 13.2.3 ci-dessous.

13.2.3 Personnes autorisées à faire appel

Dans les cas décrits à l'article 13.2.1, les parties suivantes auront le droit de faire appel devant le TAS :

- (a) Le sportif ou toute autre personne à qui s'applique la décision dont il est fait appel ;
- (b) L'autre partie à l'affaire dans laquelle la décision a été rendue;
- (c) Le Président de l'ISMF et toute autre *organisation antidopage* qui, en vertu de ses règlements, aurait pu imposer une sanction;
- (d) Le Comité International Olympique ou le Comité international paralympique, s'il y a lieu, et quand la décision peut avoir un effet sur les Jeux olympiques ou les Jeux paralympiques, notamment les décisions affectant la possibilité d'y participer;
- (e) L'**AMA**. Dans les cas assujettis à l'article 13.2.2, les parties ayant le droit d'appel auprès de l'instance nationale d'appel seront celles prévues par les règles de la *fédération nationale*, mais incluront au minimum les parties suivantes :

- a. Le *sportif* ou toute autre *personne* soumis à la décision portée en appel;
- b. L'autre partie impliquée dans l'affaire dans laquelle la décision a été rendue;
- c. Pour les cas assujettis à l'article 13.2.2, l'**AMA** et le Président de l'ISMF pourront faire appel devant le TAS d'une décision rendue par une instance d'appel nationale.

13.3 Manquement de la part de l'ISMF ou de ses fédérations nationales à l'obligation de rendre une décision dans un délai raisonnable

Lorsque, dans un cas donné, l'**ISMF** ou ses *fédérations nationales* ne rendent pas une décision sur la question de savoir si une violation des règles antidopage a été commise, dans un délai raisonnable fixé par l'**AMA**, cette dernière peut décider d'en appeler directement au **TAS**, comme si l'**ISMF** ou ses *fédérations nationales* avaient rendu une décision d'absence de violation des règles antidopage. Si la formation du **TAS** établit qu'une violation des règles antidopage a été commise et que l'**AMA** a agi raisonnablement en décidant d'en appeler directement au **TAS**, les frais et les honoraires d'avocats occasionnés à l'**AMA** par la procédure d'appel seront remboursés à l'**AMA** par l'**ISMF** ou ses *fédérations nationales*.

Commentaire sur l'article 13.3 : Compte tenu des circonstances propres à chaque investigation relative à une violation des règles antidopage et à chaque processus de gestion des résultats, il n'est pas possible d'établir un délai fixe dans lequel l'ISMF doit rendre une décision avant que l'AMA puisse intervenir en faisant appel directement au TAS. Avant de prendre cette mesure, cependant, l'AMA consultera l'ISMF et donnera à celle-ci l'occasion d'expliquer pourquoi elle n'a pas encore rendu sa décision. Rien dans cet article n'interdit à l'ISMF d'établir aussi des règles l'autorisant à se saisir de cas pour lesquels la gestion des résultats accomplie par l'une de ses fédérations nationales a été retardée exagérément

13.4 Appels de décisions portant sur l'autorisation ou le refus d'usage à des fins thérapeutiques

Seul le sportif, l'**ISMF**, l'*organisation nationale antidopage* ou tout autre organisme désigné par la *fédération nationale* qui a accordé ou refusé l'autorisation d'usage à des fins thérapeutiques peut faire appel devant le **TAS** des décisions de l'**AMA** renversant une autorisation ou un refus d'usage à des fins thérapeutiques. Les décisions de refus d'AUT qui ne sont pas renversées par l'**AMA** peuvent faire l'objet d'un appel devant le **TAS** par les *sportifs de niveau international* et par d'autres *sportifs* devant l'instance nationale d'appel décrite à l'article 13.2.2. Lorsqu'une instance nationale d'appel renverse la décision de refus d'AUT, l'**AMA** pourra faire appel de cette décision devant le **TAS**.

Lorsque l'**ISMF**, les *organisations nationales antidopage* ou d'autres instances désignées par les *fédérations nationales* ne donnent pas suite dans un délai raisonnable à une demande d'AUT présentée en bonne et due forme, cette absence de décision peut être considérée comme un refus aux fins des droits d'appel prévus dans cet article.

13.5 Appel des décisions en vertu de l'article 12

Les décisions prises par l'**ISMF** en vertu de l'article 12 peuvent faire l'objet d'un appel exclusivement devant le **TAS** par la *fédération nationale*.

13.6 Délai pour déposer un appel

Le délai pour déposer un appel devant le **TAS** sera de vingt et un (21) jours à compter de la date de réception de la décision par la partie appelante. Nonobstant ce qui précède, les dispositions suivantes s'appliqueront aux appels déposés par une partie pouvant faire appel, mais qui n'était pas partie aux procédures ayant mené à la décision sujette à appel :

- a) Dans les dix (10) jours suivant la notification de la décision, cette partie ou ces parties pourront demander à l'organisme qui a rendu la décision une copie du dossier sur lequel cet organisme a basé sa décision;
- b) Si une telle demande est faite dans les dix jours, la partie faisant cette demande bénéficiera alors de vingt et un (21) jours à compter de la réception du dossier pour faire appel devant le **TAS**.

Nonobstant ce qui précède, le délai de dépôt d'un appel ou d'une intervention de l'AMA sera au maximum de :

- (a) Vingt et un (21) jours à compter du dernier jour du délai d'appel de toute autre partie ; ou
- (b) *Vingt et un (21) jours après que l'AMA a reçu le dossier complet relatif à la décision.*

ARTICLE 14 INTÉGRATION DES RÈGLES DE L'ISMF PAR LES FÉDÉRATIONS NATIONALES : RAPPORT ET RECONNAISSANCE

14.1 Intégration des règles antidopage de l'ISMF

Toutes les *fédérations nationales* respecteront les présentes règles antidopage. Ces règles antidopage devront également être intégrées, directement ou par référence, dans les règlements de chaque *fédération nationale*. Toutes les *fédérations nationales* devront inclure dans leurs règlements les dispositions de procédure nécessaires à la mise en application efficace des présentes règles antidopage. Chaque *fédération nationale* obtiendra une reconnaissance et une acceptation écrites, contenues dans le formulaire de l'annexe 2, de tous les *sportifs* soumis au contrôle du dopage et du *personnel d'encadrement de ces sportifs*. Que le formulaire requis ait été signé ou non, les règles de chaque *fédération nationale* prévoiront spécifiquement que tous les *sportifs*, ainsi que tout le *personnel d'encadrement des sportifs* et les autres *personnes* sous la juridiction de la *fédération nationale*, seront liés par les présentes règles antidopage.

14.2 Rapport statistique

14.2.1 Les *fédérations nationales* rapporteront à l'**ISMF** à la fin de chaque année les résultats de tous les *contrôles* du dopage sous leur juridiction, classés par *sportif* et identifiant chaque date à laquelle le *sportif* a subi des contrôles, l'organisme qui a effectué le contrôle, et le caractère en compétition ou hors compétition du contrôle. L'**ISMF** pourra publier périodiquement des renseignements sur les *contrôles* provenant des *fédérations nationales*, ainsi que des renseignements similaires provenant des contrôles effectués sous la juridiction de l'**ISMF**.

14.2.2 L'**ISMF** publiera chaque année un rapport statistique général de ses activités de *contrôle* du dopage menées au cours de l'année calendaire, et en fournira une copie à l'**AMA**.

14.3 Centre d'information en matière de *contrôle du dopage*

Lorsqu'une *fédération nationale* reçoit un résultat d'*analyse anormal* concernant l'un de ses *sportifs*, elle doit rapporter les renseignements suivants à l'ISMF et à l'AMA dans les quatorze (14) jours suivant le processus décrit aux articles 7.1.2 et 7.1.3 : le nom du *sportif*, son pays, son *sport* et sa discipline, le caractère en *compétition* ou hors *compétition* du *contrôle*, la date de collecte de l'échantillon et le résultat d'analyse rapporté par le laboratoire. La *fédération nationale* informera régulièrement l'ISMF et l'AMA de l'évolution et des résultats de toute instruction ou procédure en vertu des articles 7 (Gestion des résultats), 8 (Droit à une audience équitable) ou 13 (Appels), et les mêmes renseignements seront communiqués à l'ISMF et à l'AMA dans les 14 jours suivant l'avis décrit à l'article 7.1.9, en ce qui concerne toute autre violation des présentes règles antidopage. Dans tous les cas où la période de *suspension* est annulée en vertu de l'article 10.5.1 (Absence de faute ou de négligence) ou réduite en vertu de l'article 10.5.2 (Absence de faute ou de négligence significative), l'ISMF et l'AMA recevront une décision motivée et écrite expliquant la fondement de l'annulation ou de la réduction. L'ISMF et l'AMA ne divulgueront pas ces renseignements à d'autres personnes que celles concernées à l'intérieur des organisations, jusqu'à ce que la *fédération nationale* les ait diffusés publiquement ou ne l'ait pas fait en vertu de l'article 14.4 ci-dessous.

14.4 Divulcation publique

14.4.1 L'ISMF et la *fédération nationale* n'identifieront pas publiquement les sportifs dont les *échantillons* ont donné des résultats d'*analyse anormaux*, ou qui sont soupçonnés d'avoir violé d'autres articles des présentes règles antidopage avant qu'une audience en vertu de l'article 8 l'ait confirmé, ou qu'ils aient renoncé à une telle audience, ou que les conclusions de la violation d'une règle antidopage aient été contestées dans un temps raisonnable ou que le sportif ait été *suspendu* provisoirement. Lorsqu'une violation de ces règles antidopage a été établie, elle sera rendue publique dans les 20 jours. L'ISMF ou la *fédération nationale* devra également rendre publiques dans les vingt (20) jours les décisions rendues en appel dans les cas de violation des règles antidopage. L'ISMF ou la *fédération nationale* devra également, dans le délai imparti pour la publication, transmettre toutes les décisions de l'instance d'audition et de l'instance d'appel à l'AMA.

14.4.2 Dans toute affaire où il est établi, après une audience ou un appel, que le *sportif* ou l'autre *personne* n'a pas commis de violation des règles antidopage, la décision ne pourra être divulguée publiquement qu'avec le consentement du *sportif* ou de l'autre *personne* faisant l'objet de la décision. L'ISMF ou sa *fédération nationale* devra faire des efforts raisonnables afin d'obtenir ce consentement et, si elle l'obtient, devra publier la décision intégralement ou suivant la formulation que le *sportif* ou l'autre *personne* aura approuvée.

14.4.3 Ni l'ISMF, ni une *fédération nationale*, ni un laboratoire accrédité par l'AMA, ni aucun représentant de ceux-ci, ne pourra commenter publiquement les faits relatifs à une affaire en cours (ce qui ne comprend pas la description générale de la procédure et des aspects scientifiques) à moins que ce ne soit pour réagir à des commentaires publics attribués au *sportif*, à l'autre *personne* ou à leurs représentants.

14.5 Reconnaissance des décisions par l'ISMF et les *fédérations nationales*

Toute décision de l'**ISMF** ou d'une *fédération nationale* concernant une violation des règles antidopage sera reconnue par toutes les *fédérations nationales*, qui prendront les mesures nécessaires pour faire reconnaître ces décisions.

ARTICLE 15 RECONNAISSANCE DES DÉCISIONS PAR LES AUTRES ORGANISATIONS

Sous réserve du droit d'appel prévu à l'article 13, les contrôles, les AUT, les décisions des audiences et toute autre décision finale rendue par un signataire seront reconnus et respectés par l'**ISMF** et ses *fédérations nationales*, dans la mesure où elles sont conformes au Code et relèvent du champ de compétences dudit signataire. L'**ISMF** et ses *fédérations nationales* auront la possibilité de reconnaître les mesures prises par d'autres organismes qui n'ont pas accepté le Code, si les règles de ces organismes sont compatibles avec le Code.

Commentaire sur l'article 15 : Lorsque la décision d'un organisme qui n'a pas accepté le Code est conforme à certains égards au Code et ne l'est pas à d'autres égards, l'ISMF ou sa fédération nationale devrait s'efforcer de prendre une décision qui soit en harmonie avec les principes du Code. Par exemple, si, lors d'une procédure conforme au Code, un non-signataire a jugé qu'un sportif avait commis une violation des règles antidopage en raison de la présence d'une substance interdite dans son organisme, mais que la période de suspension appliquée est plus courte que celle prévue dans le Code, l'ISMF ou la fédération nationale devrait reconnaître la violation des règles antidopage, et tenir une audience conforme à l'article 8 pour déterminer si la période de suspension plus longue prévue dans le Code devrait être imposée.

ARTICLE 16 DÉLAI DE PRESCRIPTION

Aucune action ne peut être engagée contre un *sportif* ou une autre *personne* pour une violation d'une règle antidopage décrite, à moins que cette action ne soit engagée dans les huit ans à compter de la date de la violation.

ARTICLE 17 RAPPORT À L'AMA PAR L'ISMF DE SON RESPECT DU CODE

L'ISMF remettra des rapports à l'AMA sur son respect du Code tous les deux ans et expliquera les raisons de toute non-conformité.

ARTICLE 18 AMENDEMENT ET INTERPRÉTATION DES RÈGLES ANTIDOPAGE

18.1 Ces règles antidopage peuvent être amendées au besoin par l'organe exécutif de l'ISMF.

18.2 À l'exception des modalités de l'article 18.5, et 18.1, les présentes règles antidopage seront interprétées comme un document indépendant et autonome, et non en référence à des lois ou statuts existants.

18.3 Les titres utilisés dans les différentes parties et articles de ces règles antidopage sont uniquement destinés à faciliter la lecture et ne sauraient être considérés comme faisant partie de la substance des règles ou affecter de quelque façon que ce soit le langage de la disposition à laquelle ils se réfèrent.



18.4 L'introduction et l'annexe 1 DÉFINITIONS font partie intégrante des présentes règles antidopage.

18.5 Les présentes règles antidopage ont été adoptées en vertu des dispositions applicables du Code et doivent être interprétées de manière cohérente avec ces dernières. Les commentaires qui accompagnent plusieurs dispositions du Code peuvent, le cas échéant, aider à la compréhension et à l'interprétation des présentes règles antidopage.

18.6 La notification à un *sportif* ou autre *personne* membre de la *fédération nationale* peut être effectuée par avis donné à la *fédération nationale*.

18.7 Les présentes règles antidopage entreront en vigueur et prendront effet le 1^{er} janvier 2009 (date d'entrée en vigueur). Elles ne seront pas appliquées rétroactivement aux cas en instance avant la date d'entrée en vigueur. Cependant :

18.7.1 Si une affaire en lien avec une violation des règles antidopage est en cours à la date d'entrée en vigueur ou est poursuivie après la date d'entrée en vigueur sur le fondement d'une violation des règles antidopage survenue avant la date d'entrée en vigueur, l'affaire sera régie par la version précédente des présentes règles antidopage en vigueur au moment où la violation des règles antidopage présumée s'est produite, à moins que la formation instruisant l'affaire ne détermine que le principe de rétroactivité de la loi la plus douce (*lex mitior*) ne s'applique aux circonstances propres à l'affaire.

18.7.2 Toute violation de l'article 2.4 sur la localisation (manquement à l'obligation de transmission d'informations sur la localisation ou *contrôle* manqué) établie par l'ISMF selon les règles applicables avant la date d'entrée en vigueur qui n'est pas prescrite et constituerait une violation de l'obligation de fournir des informations sur la localisation en vertu de l'article 11 des *Standards internationaux de contrôle* devra être poursuivie et pourra être prise en compte, avant la date de prescription, parmi les trois manquements à l'obligation de déposer des informations sur la *localisation et/ou contrôles* manqués constituant une violation des règles antidopage aux termes de l'article 2.4 des présentes règles antidopage.

À moins, cependant, que l'**ISMF** n'en décide autrement :

- a. un manquement à l'obligation de transmission d'informations sur la localisation reporté de cette façon ne peut être combiné qu'avec des manquements du même type (survenus après la date d'entrée en vigueur);
- b. un contrôle manqué reporté de cette façon ne peut être combiné qu'avec des contrôles manqués (survenus après la date d'entrée en vigueur); et
- c. un manquement à l'obligation de transmission d'informations sur la localisation ou un contrôle manqué établi par une organisation antidopage autre que l'**ISMF** ou une fédération nationale avant la date d'entrée en vigueur ne peut pas être combiné à un manquement à l'obligation de transmission d'informations sur la localisation ou un contrôle manqué établi selon les présentes règles antidopage.

18.7.3 Si une période de *suspension* est imposée par l'**ISMF** conformément aux règles applicables avant la date d'entrée en vigueur, mais que la *personne* est encore sous le coup de la suspension à la date d'entrée en vigueur, la *personne* suspendue peut



demander à l'**ISMF** d'envisager une réduction de la période de *suspension* sur la base des amendements apportés au Code à la date d'entrée en vigueur. Pour être valable, cette demande doit être présentée avant l'expiration de la période de *suspension*.

18.7.4 Toujours sous réserve de l'article 10.7.5, les violations des règles antidopage commises sous le régime des règles applicables avant la date d'entrée en vigueur seront considérées comme des infractions antérieures pour déterminer les sanctions conformément à l'article 10.7. Lorsque la violation des règles antidopage antérieure à la date d'entrée en vigueur porte sur une *substance* qui serait considérée comme une *substance spécifiée* aux termes des présentes règles antidopage, pour laquelle une période de *suspension* inférieure à deux ans est imposée, cette violation devrait être considérée comme une violation bénéficiant d'une sanction réduite aux fins de l'article 10.7.1.



ANNEXE 1 - DÉFINITIONS

Absence de faute ou de négligence : Démonstration par le sportif du fait qu'il ignorait, ne soupçonnait pas, ou n'aurait pas pu raisonnablement savoir ou soupçonner, même en faisant preuve de la plus grande vigilance, qu'il avait utilisé ou s'était fait administrer une substance interdite ou une méthode interdite.

Absence de faute ou de négligence significative : Démonstration par le sportif du fait qu'au regard de l'ensemble des circonstances, et compte tenu des critères retenus pour l'absence de faute ou de négligence, sa faute ou sa négligence n'était pas significative par rapport à la violation des règles antidopage commise.

Aide substantielle : Aux fins de l'article 10.5.3, la personne qui fournit une aide substantielle doit : 1) divulguer entièrement, dans une déclaration écrite signée, toutes les informations en sa possession en relation avec des violations des règles antidopage et 2) collaborer pleinement à l'enquête et à l'examen de toute affaire liée à ces informations, par exemple en témoignant à une audience si une organisation antidopage ou une instance d'audition le lui demande. De plus, les informations fournies doivent être crédibles et représenter une partie importante de toute affaire poursuivie ou, si l'affaire n'est pas poursuivie, elles doivent avoir constitué un fondement suffisant sur lequel une affaire pourrait reposer.

AMA : Agence mondiale antidopage.

Audience préliminaire : Aux fins de l'article 7.5, audience sommaire et accélérée avant la tenue de l'audience prévue à l'article 8 (Droit à une audience équitable) qui garantit au sportif un avis et l'occasion d'être entendu par écrit ou de vive voix.

AUT : Voir la définition à l'article 2.6.1

AUT rétroactive : Telle que définie dans le Standard international pour l'autorisation d'usage à des fins thérapeutiques.

Code : Code mondial antidopage.

Comité AUT : Voir la définition à l'article 4.4.3.

Comité national olympique : Organisation reconnue à ce titre par le Comité international olympique. Le terme comité national olympique englobe toute confédération sportive des pays où une confédération sportive nationale assume les responsabilités généralement du ressort d'un comité national olympique en matière d'antidopage.

Compétition : Une épreuve unique, un match, une partie ou un concours sportif particulier. Par exemple, un match de basket-ball ou la finale du 100 mètres en athlétisme aux Jeux olympiques. Dans le cas des épreuves organisées et autres concours où des prix sont décernés chaque jour ou au fur et à mesure, la distinction entre une compétition et une manifestation sera celle prévue dans les règles de la fédération internationale concernée.



Conséquences des violations des règles antidopage : La violation par un sportif ou une autre personne d'un règlement antidopage peut avoir une ou plusieurs des conséquences suivantes : (a) disqualification signifie que les résultats du sportif dans une compétition particulière ou lors d'une manifestation sont invalidés, avec toutes les conséquences en résultant, y compris le retrait des médailles, points et prix ; (b) suspension signifie que le sportif ou toute autre personne est interdit de participation à toute compétition, de toute autre activité ou financement pendant une période déterminée tel que stipulé à l'article 10.9; et (c) suspension provisoire signifie que le sportif ou toute autre personne est temporairement interdit de participation à toute compétition jusqu'à la décision finale prise lors de l'audience prévue à l'article 8 (Principes du droit à une audience équitable).

Contrôle ciblé : Sélection de sportifs en vue de contrôles lorsque des sportifs particuliers ou des groupes de sportifs sont sélectionnés sur une base non aléatoire en vue de contrôles à un moment précis.

Contrôle du dopage : Toutes les étapes et toutes les procédures allant de la planification du contrôle jusqu'à la décision finale en appel, y compris toutes les étapes et toutes les procédures intermédiaires, par exemple la transmission d'information sur la localisation, la collecte des échantillons et leur manipulation, l'analyse de laboratoire, les autorisations d'usage à des fins thérapeutiques, la gestion des résultats et les audiences.

Contrôle inopiné : Contrôle du dopage qui a lieu sans avertissement préalable du sportif, et au cours duquel celui-ci est escorté en permanence, depuis sa notification jusqu'à la fourniture de l'échantillon.

Contrôle : Partie du processus global de contrôle du dopage comprenant la planification des contrôles, la collecte des échantillons, la manipulation des échantillons et leur transport au laboratoire.

Convention de l'UNESCO : La Convention internationale contre le dopage dans le sport adoptée le 19 octobre 2005 par la Conférence générale de l'UNESCO à sa 33^e session, y compris tous les amendements adoptés par les États parties à la Convention et la Conférence des parties à la Convention internationale contre le dopage dans le sport.

Disqualification : Voir ci-dessus les Conséquences des violations des règlements antidopage.

Divulguer publiquement ou rapporter publiquement : Révéler ou diffuser des informations au grand public ou à d'autres personnes que celles ayant le droit d'être avisées au préalable conformément à l'article 14.

Durée de la manifestation : Période écoulée entre le début et la fin d'une manifestation, telle qu'établie par l'organisme sous l'égide duquel se déroule la manifestation.

Échantillon : Toute matrice biologique recueillie dans le cadre du contrôle du dopage.

[Commentaire : Certains ont parfois fait valoir que le prélèvement d'échantillons sanguins viole les principes de certains groupes religieux ou culturels. Il a été déterminé que cette considération n'était pas fondée.]

En compétition : À moins de dispositions contraires dans les règles d'une fédération internationale ou de toute autre organisation antidopage concernée, « en compétition » comprend la période commençant douze heures avant une compétition à laquelle le sportif doit participer et se terminant à la fin de cette compétition et du processus de collecte d'échantillons relié à cette compétition.



Falsification : Fait d'altérer à des fins illégitimes ou d'une façon illégitime; d'influencer un résultat d'une manière illégitime; d'intervenir d'une manière illégitime; de créer un obstacle, d'induire en erreur ou de se livrer à une conduite frauduleuse afin de modifier des résultats ou d'empêcher des procédures normales de suivre leur cours; ou de fournir des renseignements frauduleux à une organisation antidopage.

Fédération nationale : Entité nationale ou régionale, membre de la FI ou reconnue par celle-ci en tant qu'entité régissant le sport de la FI dans ce pays ou cette région.

Groupe cible de sportifs soumis aux contrôles : Groupe de sportifs de haut niveau identifiés par chaque Fédération internationale ou organisation nationale antidopage qui sont assujettis à la fois à des contrôles en compétition et hors compétition dans le cadre de la planification des contrôles de la fédération internationale ou de l'organisation nationale antidopage en question.

Hors compétition : Tout contrôle du dopage qui n'a pas lieu en compétition.

Liste des interdictions : Liste identifiant les substances interdites et les méthodes interdites.

Manifestation : Série de compétitions individuelles se déroulant sous l'égide d'un organisme responsable (p. ex. les Jeux olympiques, les Championnats du monde de la FINA, ou les Jeux panaméricains.)

Manifestation internationale : Manifestation où le Comité international olympique, le Comité international paralympique, une fédération internationale, une organisation responsable de grandes manifestations ou une autre organisation sportive internationale agit en tant qu'organisme responsable ou nomme les officiels techniques de la manifestation.

Manifestation nationale : Manifestation sportive, qui n'est pas une manifestation internationale et à laquelle prennent part des sportifs de niveau international et des sportifs de niveau national.

Marqueur : Composé, ensemble de composés ou paramètre(s) biologique(s) qui témoignent de l'usage d'une substance interdite ou d'une méthode interdite.

Métabolite : Toute substance qui résulte d'une bio transformation.

Méthode interdite : Toute méthode décrite comme telle dans la Liste des interdictions.

Mineur : Personne physique qui n'a pas atteint l'âge de la majorité en vertu des lois applicables de son pays de résidence.

Organisation antidopage : Signataire responsable de l'adoption de règles relatives la création, à la mise en œuvre ou à l'application de tout volet du processus de contrôle du dopage. Cela comprend par exemple le Comité international olympique, le Comité international paralympique, d'autres organisations responsables de grandes manifestations qui effectuent des contrôles lors de manifestations relevant de leur responsabilité, l'AMA, les fédérations internationales et les organisations nationales antidopage.



Organisation nationale antidopage : La ou les entités désignées par chaque pays comme autorité principale responsable de l'adoption et de la mise en œuvre de règles antidopage, de la gestion du prélèvement d'échantillons, de la gestion des résultats de contrôles et de la tenue d'audiences, au plan national. Cela comprend toute entité pouvant être désignée par plusieurs pays comme

organisation antidopage régionale représentant ces pays. Si la désignation n'a pas été faite par l'autorité publique compétente, cette entité sera le comité national olympique du pays ou son représentant.

Organisations responsables de grandes manifestations : Associations continentales de comités nationaux olympiques et toute autre organisation internationale multisports qui servent d'organisme responsable pour une manifestation internationale, qu'elle soit continentale, régionale ou autre.

Participant : Tout sportif ou membre du personnel d'encadrement du sportif.

Personne : Personne physique ou organisation ou autre entité.

Personnel d'encadrement du sportif : Tout entraîneur, soigneur, directeur sportif, agent, personnel d'équipe, officiel, personnel médical ou paramédical, parent, ou toute autre personne qui travaille avec un sportif participant à des compétitions sportives ou s'y préparant ou qui le traite ou lui apporte son assistance.

Possession : Possession physique ou de fait (qui ne sera établie que si la personne exerce un contrôle exclusif sur la substance/méthode interdite ou les lieux où une substance/méthode interdite se trouve). Toutefois, si la personne n'exerce pas un contrôle exclusif sur la substance/méthode interdite ou les lieux où la substance/méthode interdite se trouve, la possession de fait ne sera établie que si la personne était au courant de la présence de la substance/méthode interdite et avait l'intention d'exercer un contrôle sur celle-ci. De plus, il ne pourra y avoir de violation des règles antidopage reposant sur la seule possession si, avant de recevoir notification d'une violation des règles antidopage, la personne a pris des mesures concrètes démontrant qu'elle n'a jamais eu l'intention d'être en possession d'une substance/méthode interdite et a renoncé à cette possession en la déclarant explicitement à une organisation antidopage. Nonobstant toute disposition contraire dans cette définition, l'achat (y compris par un moyen électronique ou autre) d'une substance interdite ou d'une méthode interdite constitue une possession de celle-ci par la personne qui fait l'achat.

[Commentaire : En vertu de cette définition, des stéroïdes trouvés dans le véhicule d'un sportif constitueraient une violation à moins que le sportif ne puisse démontrer qu'une autre personne s'est servie de son véhicule. Dans de telles circonstances, l'organisation antidopage devra démontrer que, bien que le sportif n'ait pas eu le contrôle exclusif du véhicule, le sportif était au courant de la présence des stéroïdes et avait l'intention d'exercer un contrôle sur les stéroïdes. Dans un même ordre d'idées, dans l'hypothèse où des stéroïdes seraient trouvés dans une armoire à médicaments relevant du contrôle conjoint d'un sportif et de sa conjointe, l'organisation antidopage devra démontrer que le sportif était au courant de la présence des stéroïdes dans l'armoire à médicaments et qu'il avait l'intention d'exercer un contrôle sur les stéroïdes.]

Programme des observateurs indépendants : Équipe d'observateurs sous la supervision de l'AMA qui assistent au processus de contrôle du dopage lors de certaines manifestations, peuvent fournir des conseils à cet égard et rendent compte de leurs observations.

Résultat d'analyse anormal : Rapport d'un laboratoire ou d'une autre instance habilitée à réaliser des analyses révélant la présence dans un échantillon d'une substance interdite ou d'un de ses



métabolites ou marqueurs (y compris des quantités élevées de substances endogènes) ou l'usage d'une méthode interdite.

Résultat atypique : Rapport d'un laboratoire ou d'une autre entité approuvée par l'AMA pour lequel une investigation supplémentaire est requise par le Standard international pour les laboratoires ou les documents techniques connexes avant qu'un résultat d'analyse anormal ne puisse être établi.

Signataires : Entités qui ont signé le Code et s'engagent à le respecter, comprenant le Comité international olympique, les fédérations internationales, le Comité international paralympique, les comités nationaux olympiques, les comités nationaux paralympiques, les organisations responsables de grandes manifestations, les organisations nationales antidopage, et l'AMA.

Sport individuel : Tout sport qui n'est pas un sport d'équipe.

Sport d'équipe : Sport qui autorise le remplacement des joueurs durant une compétition.

Sportif : Toute personne qui participe à un sport au niveau international (au sens où l'entend chacune des fédérations internationales) ou au niveau national (au sens où l'entend chacune des organisations nationales antidopage, y compris les personnes comprises dans son groupe cible de sportifs soumis aux contrôles) ainsi que tout autre concurrent dans un sport qui relève par ailleurs de la compétence d'un signataire ou d'une autre organisation sportive qui reconnaît le Code. Toutes les dispositions du Code, y compris, par exemple, en ce qui concerne les contrôles et les autorisations d'usage à des fins thérapeutiques, doivent être appliquées aux concurrents de niveau international et national. Certaines organisations nationales antidopage peuvent décider de contrôler des concurrents de niveau récréatif ou à des épreuves de vétérans qui ne sont pas des concurrents actuels ou futurs de calibre national et appliquer les règles antidopage à ces personnes. Les organisations nationales antidopage n'ont pas l'obligation, toutefois, d'appliquer tous les aspects du Code à ces personnes. Des règles nationales particulières peuvent être établies pour le contrôle du dopage dans le cas des concurrents qui ne sont pas de niveau international ni de niveau national, sans créer de conflit avec le Code. Ainsi, un pays pourrait décider de contrôler des concurrents de niveau récréatif, mais ne pas exiger d'autorisations d'usage à des fins thérapeutiques ni d'informations sur la localisation. De même, une organisation responsable de grandes manifestations qui organise une manifestation à l'intention uniquement de concurrents faisant partie de vétérans pourrait décider de contrôler les concurrents, mais ne pas exiger d'autorisations d'usage à des fins thérapeutiques ni d'informations sur la localisation. Aux fins de l'article 2.8 (Administration ou tentative d'administration d'une substance interdite ou méthode interdite) et aux fins d'information et d'éducation antidopage, toute personne participant à un sport et relevant d'un signataire, d'un gouvernement ou d'une autre organisation sportive qui reconnaît le Code est un sportif.

Sportif de niveau international : Sportif désigné par une ou plusieurs fédérations internationales comme faisant partie du groupe cible de sportifs soumis aux contrôles.

Standard international : Standard adopté par l'AMA en appui du Code. La conformité à un standard international (par opposition à d'autres standards, pratiques ou procédures) suffira pour conclure que les procédures envisagées dans le standard international en question sont correctement exécutées. Les standards internationaux comprennent les documents techniques publiés conformément à leurs dispositions.

Substance interdite : Toute substance décrite comme telle dans la Liste des interdictions.

Substances spécifiées : Voir définition à l'article 4.2.2.



Suspension : Voir ci-dessus les Conséquences des violations des règles antidopage.

Suspension provisoire : Voir ci-dessus les Conséquences des violations des règles antidopage.

TAS : Tribunal arbitral du sport.

Tentative : Conduite volontaire qui constitue une étape importante d'une action planifiée dont le but est la violation des règles antidopage. Cependant, il n'y aura pas de violation des règles antidopage basée uniquement sur une tentative, si la personne renonce à la tentative avant d'être surprise par un tiers non impliqué dans la tentative.

Trafic : Vente, don, transport, envoi, livraison ou distribution à un tiers d'une substance interdite ou d'une méthode interdite (physiquement ou par un moyen électronique ou autre) par un sportif, le personnel d'encadrement du sportif ou une autre personne relevant d'une organisation antidopage. Toutefois, cette définition ne comprend pas les actions de membres du personnel médical réalisées de bonne foi et portant sur une substance interdite utilisée à des fins thérapeutiques légitimes et licites ou à d'autres fins justifiables. Elle ne comprend pas non plus les actions portant sur des substances interdites qui ne sont pas interdites dans des contrôles hors compétition, à moins que l'ensemble des circonstances ne démontrent que ces substances interdites ne sont pas destinées à des fins thérapeutiques véritables et légales.

Usage : Utilisation, application, ingestion, injection ou consommation par tout autre moyen d'une substance interdite ou d'une méthode interdite.

Reconnaissance et acceptation

Règlement Antidopage de l'ISMF.

(à renvoyer avec la demande de licence ISMF)

ANNEXE 2 – Reconnaissance et acceptation

Règlement Antidopage de l'ISMF.

Reconnaissance et acceptation

(renvoyer ce document avec la demande de licence ISMF)

Je soussigné, en tant que membre de la [fédération nationale]et/ou participant à une manifestation autorisée ou reconnue par l'ISMF, par la présente accepte les points suivants et reconnais:

1. Avoir reçu et eu la possibilité de lire les règles antidopage de l'ISMF.
2. Consentir et accepter de me soumettre et d'être lié par les dispositions des règles antidopage de l'ISMF, incluant sans s'y limiter tous les amendements aux règles antidopage et tous les Standards internationaux incorporés dans les règles antidopage.
3. Accepter la compétence des fédérations nationales et de l'ISMF, d'imposer des sanctions en vertu des règles antidopage.
4. Accepter également que tout conflit suscité par une décision découlant des règles antidopage de l'ISMF, après épuisement des processus expressément prévus aux règles antidopage de l'ISMF, puisse être porté en appel exclusivement selon les modalités de l'article 13 des règles antidopage de l'ISMF devant un organisme d'appel pour arbitrage final et exécutoire qui, dans le cas des sportifs de niveau international, est le Tribunal arbitral du sport.
5. Accepter que les décisions arbitrales mentionnées ci-dessus soient finales et exécutoires, et que je ne porterai aucune réclamation, arbitrage, action ou litige devant tout autre cour ou tribunal.
6. Avoir lu et compris cette reconnaissance et acceptation.

Date

Nom en caractères d'imprimerie
(Nom, Prénom)

Date de naissance
(jour/mois/année)

Signature (ou, dans le cas d'un mineur,
signature du représentant légal)